

LA VILLE DU BIEN-ETRE

Éloi Laurent

EDITORIAL BOARD

Chair: Xavier Ragot (Sciences Po, OFCE)

Members: Jérôme Creel (Sciences Po, OFCE), **Eric Heyer** (Sciences Po, OFCE), **Sarah Guillou** (Sciences Po, OFCE), **Xavier Timbeau** (Sciences Po, OFCE), **Anne Epaulard** (Sciences Po, OFCE).

CONTACT US

OFCE
10 place de Catalogne | 75014 Paris | France
Tél. +33 1 44 18 54 24
www.ofce.fr

WORKING PAPER CITATION

This Working Paper:
Éloi Laurent,
La Ville du Bien-être,
Sciences Po OFCE Working Paper, n° 02/2026/SET Papers n°5.
Downloaded from URL: www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2026-02.pdf
DOI - ISSN

ABOUT THE AUTHORS

Éloi Laurent, OFCE-Sciences Po, Paris, France.

Email Address: eloi.laurent@sciencespo.fr

ABSTRACT

Cet article définit la ville comme une tapisserie de liens sociaux et vitaux dont le tissage soutient le bien-être de ses membres. Cette ville du bien-être, qui vise la satiété des besoins humains par la coopération et la santé, prend deux formes – la ville coopérative et la ville en pleine santé – dont cet article s'efforce de définir les traits émergents et les contours à venir à la lumière d'expériences actuelles menées en Europe.

KEYWORDS

Bien-être, ville, post-croissance, pleine santé, coopération

JEL Codes

I31, O18, Q57.

Social–Ecological Transitions

It is now widely accepted that ecological transitions, in their different dimensions (mitigation, adaptation, restoration) and areas (climate-energy, biodiversity and ecosystems, resources) arise from social dynamics and entail social impacts (representations, social relations, trust, cooperation, inequalities, participation, resistance, etc.). This intersection of ecological transitions and social issues is now manifest in numerous academic works and public policy initiatives, but it is still far from producing consensual, operational and useful knowledge for public policies and citizens. The SET initiative ([Social-Ecological Transitions](#)) was launched in February 2024 at Sciences po to advance this knowledge with the aim of encouraging collaborations between researchers working at the frontier of social and environmental issues, beyond disciplinary or institutional boundaries.

SET PAPERS COLLECTION

Aurore Fransolet and Éloi Laurent, Mapping and Institutionalizing Social-Ecological Inequalities for a Just Transition in Europe, Sciences Po OFCE Working Paper, n° 16/2024/SET Papers n° 1 <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/OFCEWP2024-16.pdf>

Boyce, J.K., Inequality and the Environment, World Inequality Lab GiRA Lecture Series, 2024/01 / SET Papers n° 2 <https://wid.world/document/inequality-and-the-environment-world-inequality-lab-gira-lecture-series-2024-01/>

Matteo Mandelli, Anne-Laure Beaussier, Tom Chevalier, Bruno Palier, Defining, Operationalizing and Classifying Socio-Ecological Risks, Sciences Po LIEPP Working Paper n°170, 2024-11-26 / SET Papers n°3 <https://sciencespo.hal.science/hal-04801294v2/document>

Vielle P., Fransolet A., Laurent É., Armeni C., Henet S., Bauler T., Lamine A., et Dorssemont F. (2025) Building a social-ecological protection for Belgium. SET Papers n°4. <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/etudes/2025/SET-paper-4.pdf>

SET PAPERS n°5

La Ville du Bien-être¹

Éloi Laurent

Résumé : Cet article définit la ville comme une tapisserie de liens sociaux et vitaux dont le tissage soutient le bien-être de ses membres. Cette ville du bien-être, qui vise la satiété des besoins humains par la coopération et la santé, prend deux formes – la ville coopérative et la ville en pleine santé – dont cet article s’efforce de définir les traits émergents et les contours à venir à la lumière d’expériences actuelles menées en Europe.

Mots-clés : bien-être, ville, post-croissance, pleine santé, coopération.

JEL Codes : I31, O18, Q57.

¹ Les réflexions présentées ici ont été en partie développées dans le cadre de deux projets de recherche financés par l’Union européenne, [ToBe](#) (Towards an economy for sustainable well-being, Horizon Europe funded by the European Commission ; Grant Agreement No. 101094211) et [JA PreventNCD](#) (Joint Action Prevent Non-Communicable Diseases, co-Funded by the European Union) et dans le cadre de la Commission « [For an Innovative, Sustainable and Fair Economy in Europe](#) » organisée par le Joint Research Center de la Commission européenne.

*Chaque jour, chaque heure, des fils sont tressés, sont abandonnés, noués de nouveau,
remplacés par d'autres, tissés à d'autres.*

Georg Simmel, *Les grandes villes et la vie de l'esprit* (1903).

Introduction

Cet article s'inscrit dans la lignée de deux entreprises au long cours. La première vise à arrimer les visions économiques alternatives et nouvelles, aujourd'hui foisonnantes, à la terre ferme. La « post-croissance », qui propose de refonder le système économique en replaçant en son cœur le bien-être humain compris dans les limites planétaires², est encore trop abstraite et manque parfois de fabrique humaine et de dynamique sociale. Il est nécessaire de lui donner corps et vie, de l'incarner comme de l'opérationnaliser. Or rien n'est plus tangible, vivant et sensible qu'une ville. Des tentatives commencent de fait à voir le jour dans le champ émergent de la « post-croissance urbaine »³ sous l'angle du métabolisme, de la planification et des infrastructures⁴. Cet article entend les prolonger en prenant comme point d'appui les liens qui nourrissent les lieux de l'urbanité.

La seconde entreprise, en miroir, cherche à libérer les espaces urbains de la vision instrumentale qui les enferme toujours plus dans l'utilitarisme économique et ne voit dans la ville qu'agglomération efficace, collaboration rentable et accélération profitable. Cette libération est d'autant plus nécessaire en France que les réformes territoriales menées depuis dix ans tambour battant l'ont été au nom de la croissance et de ses avatars urbains : métropolisation, compétitivité, attractivité⁵. Or la ville est d'abord et avant tout un lieu de liberté en commun, une « œuvre » selon le mot d'Henri Lefebvre, ni une marchandise, ni un marché.

Concrétiser la post-croissance, ré-enchanter la cité : telle est la double ambition de la *ville du bien-être*, une ville des liens qui vient de loin.

Aristote, dans ses *Politiques*, nous dit en effet que la ville « s'étant constituée pour permettre de vivre » a pour vocation, une fois qu'elle existe, de permettre à ses habitants de « bien vivre »⁶, d'accéder à la « qualité de vie » (to eû zên). Ildefons Cerdà (1815-1876), architecte du plan d'extension de Barcelone, écrit dans sa *Théorie générale de l'urbanisation* (1867) ignorée

² Voir à ce sujet les ressources rassemblées par la bibliothèque de Sciences Po <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/fr/actualites/post-croissance/>

³ Savini, F., Ferreira, A., & von Schönfeld, K. (Eds.). (2022). *Post-Growth Planning: Cities Beyond the Market Economy* (1st ed.). Routledge ; Angelos Varvarousis, Giorgos Kallis, and Maria Kaika, *Transitioning to Post-Growth Cities*, *Journal of City Climate Policy and Economy* 2025 4:2, 229-243.

⁴ Voir le récent manifeste *Post-growth cities* <https://www.postgrowthcities.com/manifesto/>

⁵ Voir notamment [LOI n° 2015-991 du 7 août 2015](#) portant nouvelle organisation territoriale de la République et, en contrepoint, le rapport *Vers l'égalité des territoires* (2013) <https://www.vie-publique.fr/rapport/33014-vers-legalite-des-territoires-dynamiques-mesures-politiques>

⁶ *Les Politiques*, I, 2, et III, 9.

pendant un siècle avant de devenir un texte de référence⁷, que « l'urbanisation désigne l'ensemble de principes, doctrines et règles qu'il faut appliquer pour que les constructions et leur groupement, loin de réprimer, d'affaiblir et de corrompre les facultés physiques, morales et intellectuelles de l'homme social, contribuent à favoriser son développement ainsi qu'à accroître le bien-être individuel et le bonheur public ». Georg Simmel, qui a façonné la sociologie moderne, voit déambuler dans les villes européennes du début du 20^{ème} siècle des « humains tissés d'interactions ». Henri Lefebvre, dans son *Droit à la ville* (1968), appelle de ses vœux des « espaces réussis, c'est-à-dire favorables au bonheur ». Et Antoine Bailly entrevoit dans les années 1980 une « géographie du bien-être ».

Ces visions prennent aujourd'hui forme, sous nos yeux, dans des villes européennes qui sont à l'avant-garde de la modernité : Copenhague, Milan, Amsterdam, Barcelone, Paris et bien d'autres composent ensemble une renaissance urbaine, moment fécond propre à l'histoire européenne où la sublimation du passé a pu réinventer l'avenir au nom du bien-être humain.

A la lumière de ces aspirations et de ces incarnations, je définis ici la ville comme une *tapisserie de liens sociaux et vitaux dont le tissage soutient le bien-être de ses membres*. La ville du bien-être, qui vise la satiété des besoins humains par la coopération et la santé, prend deux formes ou plutôt deux visages, la ville coopérative et la ville en pleine santé, dont je m'efforcerai de définir les traits émergents et les contours à venir à la lumière des expériences en cours⁸.

A l'heure des dislocations sociales et des déflagrations écologiques, cette ville du bien-être est une chance à saisir : le bien-être humain dépend essentiellement des liens sociaux (qui conditionnent l'espérance de vie comme le bonheur) et ces liens sociaux forment la trame de toutes les transitions (qui ne peuvent être mises en mouvement que par la coopération et la confiance). Commençons par définir ce que la ville du bien-être n'est pas avant d'en proposer une définition et une opérationnalisation.

⁷ La première traduction étrangère de ce texte devenu matriciel pour l'urbanisme contemporain est française et paraît en 1979.

⁸ Je le ferai en m'appuyant notamment sur une plateforme consacrée à l'économie du bien-être créée avec Aurore Fransolet dans le cadre du projet européen JA Prevent NCD sur laquelle sont détaillées une vingtaine de politiques urbaines du bien-être (parmi 150 politiques du bien-être) dont une dizaine sont présentées dans la dernière partie de cet article (Wellbeing Economy Toolbox <https://toolbox.preventnecd.eu/>).

1. Le bien-être et la ville : éléments d'analyse et de définition

Dépasser les contresens du bien-être

Le bien-être est aujourd'hui la notion centrale des visions et des travaux de la post-croissance, à tel point que des auteur(e)s de ce champ en pleine expansion ont pu récemment définir la post-croissance comme la « science du bien-être dans les limites planétaires »⁹. De fait, des chercheurs pionniers comme Ian Gough¹⁰ ont montré que la notion de bien-être est un point de convergence des différents courants qui entendent s'affranchir de l'obsession de la croissance et de ses avatars (profit, rendement, monétarisation). Quant au premier indicateur concurrent du Produit intérieur brut (PIB), il se présentait explicitement dès les années 1970 comme un indicateur de « bien-être économique »¹¹.

Mais cette notion de bien-être, pourtant intuitive, est souvent méprisée, caricaturée ou tout simplement mal comprise et ignorée. On peut dénombrer six contre-sens sur le bien-être, du plus inoffensif au plus néfaste, dont la mise au jour va nous permettre de préciser le sens de cette aspiration humaine universelle.

Le bien-être comme stratégie marketing du développement personnel

Flâner dans une ville européenne au début du 21^{ème} siècle suppose d'y croiser parfois du regard d'omniprésents écrans publicitaires vantant les mérites de produits cosmétiques, de destinations balnéaires ou de physiothérapie innovantes qui promettent au chaland le « bien-être ». Cette acception superficielle, consumériste et autocentrée du bien-être entendu comme vouloir « prendre soin de soi » a pour effet de convaincre des esprits pressés que rien de robuste ni transformateur ne peut s'élaborer sur un socle aussi fragile.

Pour éviter de se méprendre, il est utile de distinguer trois notions que l'anglais permet de différencier quand le français les confond : « wellness », « well-being » et « welfare ». « Wellness » recouvre le bien-être réduit au soin personnel du corps et de l'esprit et conduit à penser que le bien-être humain dépend de la volonté individuelle et des équilibres psychiques internes à l'individu lesquels auraient le pouvoir d'ordonner le monde. C'est l'idée centrale du « développement personnel », en plein essor dans les sociétés occidentales sous la double injonction individualiste du « prendre soin de soi » : soi-même en charge de soi seul. Le « well-being » affirme presque exactement l'inverse : le bien-être est multidimensionnel et notamment collectif et ce sont les structures sociales qui le déterminent en grande partie, les choix ou la volonté individuelle ne jouant qu'un rôle minime par exemple dans les déterminants de la santé.

⁹ Kallis, Giorgos et al., 2025, Post-growth: the science of wellbeing within planetary boundaries, *The Lancet Planetary Health*, Volume 9, Issue 1, e62 - e78.

¹⁰ Ian Gough, *Heat, Greed and Human Need: Climate Change, Capitalism and Sustainable Wellbeing*, Edward Elgar, Cheltenham, 2017.

¹¹ William Nordhaus and James Tobin, *Is Growth Obsolete?*, A chapter in *Economic Research: Retrospect and Prospect*, Volume 5, Economic Growth, 1972, pp 1-80, National Bureau of Economic Research.

Le « welfare » enfin est l'institutionnalisation du well-being, le bien-être que l'on pourrait dire politique en cela que les institutions du welfare ont été fondées dans l'histoire pour protéger, perpétuer et partager le bien-être dans la population. C'est la vocation du « welfare state », « Etat providence » en France mais « Etat pour le bien-être » dans le monde anglo-saxon, que de partager et de protéger la prospérité¹².

Dès les années 1880 en Europe, cette socialisation du bien-être commence à améliorer le sort de dizaines de millions de personnes. Ce que l'on pourrait appeler la « frontière de socialisation » du bien-être comprend d'abord le travail, puis la santé, la vieillesse, le logement, etc. aujourd'hui elle s'étend jusqu'à la maternité ou la dépendance mais aussi, dans certaines localités, des ressources essentielles comme l'énergie, l'eau ou l'alimentation. Elle engendre au 20^{ème} siècle des avancées institutionnelles majeures comme la Sécurité sociale française de 1945 ou Medicare aux États-Unis en 1965, dont on peut mesurer, plusieurs décennies plus tard, combien elles ont amélioré le bien-être humain pour une partie importante de la population. Le bien-être n'a donc rien de cosmétique ou de futile. Le thème du « bien-être au travail », largement documenté, le montre assez : une douloureuse crise de sens et de souffrance marque le monde du travail en France et ses conséquences se font sentir jusque dans la sphère politique¹³.

Le bien-être comme subjectivité insaisissable

Voisin du premier, un autre contresens courant consiste à penser que le bien-être n'est pas une notion suffisamment solide pour fonder une vision cohérente des aspirations humaines et a fortiori un arsenal de politiques publiques : le bien-être serait au fond le bonheur et le bonheur connaît tellement d'acceptions philosophiques et de variations subjectives chez les humains qu'il est vain de vouloir le saisir et à plus forte raison le promouvoir. C'est oublier que la Déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776 a inscrit la « poursuite du bonheur » au fronton du libéralisme politique, comme avant elle les écrits de Jeremy Bentham ou Voltaire. C'est surtout oublier que le bien-être ne se résume pas au bonheur : c'est l'ensemble des raisons qui font que les humains se sentent bien et vont bien, ce qui inclut assurément des dimensions subjectives (comme la santé mentale) mais aussi objectives (comme l'espérance de vie).

Qui plus est, on peut parvenir à cerner précisément ces différentes dimensions et montrer que ces besoins humains sont universels. Pour Doyal et Gough, qui proposent au début des années 1990 une « théorie des besoins humains », ceux-ci tiennent prioritairement à la santé physique et à l'autonomie¹⁴. Pour Martha Nussbaum, qui a la suite d'Amartya Sen, dresse une liste des capacités humaines qui conditionnent la liberté, il existe une dizaine de dimensions du bien-être humain¹⁵. Ce qui diffère en revanche bel et bien selon les particularités des univers culturels dans

¹² Sur ce point, voir E. Laurent, Pour l'Etat social-écologique, Poche plus, 2024.

¹³ Voir sur ce point les abondants travaux de Bruno Palier et notamment Palier, B. (dir.) (2023). Que sait-on du travail ? Presses de Sciences Po ; Christine Erhel, Bruno Palier (dir.), Travailler mieux, Puf/Vie des idées, Hors série, 2025.

¹⁴ Len Doyal & Ian Gough, *A Theory of Human Need* Macmillan: London 1991.

¹⁵ En l'occurrence, 1. La vie, 2. La santé corporelle, 3. L'intégrité corporelle, 4. Les sens, l'imagination et la pensée, 5. Les émotions, 6. La raison pratique, 7. L'affiliation, 8. La vie en relation avec les autres espèces, 9. Le jeu, 10. La maîtrise de son environnement. Pour le détail de ces notions, voir Martha Nussbaum, "Human Rights and Human Capabilities," 20 Harvard Human Rights Journal 21 (2007). <https://journals.law.harvard.edu/hrj/wp-content/uploads/sites/83/2020/06/20HHRJ21-Nussbaum.pdf>

lesquels se déploie sur la planète l'existence humaine dans toute sa diversité, ce sont les moyens pratiques de répondre à ces besoins¹⁶. Se nourrir est une dimension essentielle du bien-être humain mais il existe une variété considérable de régimes alimentaires dans le monde (et très peu d'entre eux au demeurant sont soutenables)¹⁷. De même, il est impossible de comprendre les besoins humains sans le prisme de la justice sociale : les besoins humains ont donc une dimension universelle et différentielle (cette combinaison se retrouvant dans les théories de la justice de John Rawls comme d'Amartya Sen).

Le bien-être comme spiritualisme exotique

Un troisième contresens consiste à considérer le bien-être comme étant l'apanage de cultures indigènes romantisées, accessible seulement à une infime partie de l'humanité, enviable mais au fond un peu arriéré. De fait, de nombreuses cultures non-occidentales placent le bien-être au centre de leur vision du monde : le *Buen Vivir* est ainsi une véritable philosophie consolidée au fil du temps par les apports des communautés indigènes équatoriennes, boliviennes et péruviennes¹⁸.

La plateforme des Nations Unies pour les écosystèmes et la biodiversité (IPBES) a récemment proposé une revue de ces modes de vie¹⁹ parmi lesquels on trouve la culture Birgejupmi (Sapmi, Arctique), Kawsak Sacha (Kichwa, Equateur), Mino-mnaamodzawin (Anishinaabek, Etats-Unis), Nanao nu'u (Mixtec, Mexique), Saffu (Oromo, Ethiopie), Satoyama and Satoumi (Japon), Suma Qamana (Aymara, Bolivie), Ubuntu (Afrique sub-saharienne), Whakapapa (Aotearoa, Nouvelle-Zélande) ou encore *l'Eco-swaraj* (Inde). Mais en les mettant en lumière, il ne s'agit pas d'idéaliser ces approches du monde non-humain pour les rendre inoffensives et les mettre à distance : les scientifiques de l'IPBES montrent au contraire comment les utiliser comme de puissants leviers pour cesser de détruire le soubassement naturel de nos sociétés contemporaines.

Ces cultures du bien-être reposent en effet sur une approche holistique et relationnelle du bien-être humain dont nous avons tout à apprendre. De même l'indicateur du « Bonheur intérieur brut » mis en chantier au Bhoutan dès 1972 n'est pas une amulette exotique : c'est une critique explicite et méthodologiquement rigoureuse de l'approche hédonique centrée sur les plaisirs et les peines du seul individu dominant dans le monde occidental qui met en lumière l'importance de la communauté et du collectif social mais aussi naturel dans le bien-être des personnes et des groupes. Au demeurant, les cultures indigènes du bien-être, à commencer par le « Sumak Kawsay » latino-américain, ont inspiré le mouvement altermondialiste des années 2000 dans le monde occidental et sont désormais intégrées dans des textes constitutionnels ayant force de loi, comme la Constitution de l'Équateur ou celle de la Bolivie.

¹⁶ Laurent, É. (2023). IX / La transition vers la coopération et le bien-être. Économie pour le XXI^e siècle : Manuel des transitions justes (p. 183-206). La Découverte. <https://shs.cairn.info/economie-pour-le-xxie-siecle--9782348077524-page-183?lang=fr>.

¹⁷ Voir les travaux de la Commission EAT-Lancet <https://eatforum.org/update/the-2025-eat-lancet-commission-report-launches/>

¹⁸ Luis Macas (2010), « El Sumak Kawsay », América Latina en movimiento, 452, pp. 14-16.

¹⁹ IPBES, 2024 <https://www.ipbes.net/transformation-change-assessment>

Le bien-être comme paravent de la misère matérielle et de l'injustice sociale

Admettons que soient dissipés les trois premiers malentendus sur le bien-être, accorder la primauté à celui-ci par rapport aux dimensions matérielles de l'existence humaine n'est-il pas néanmoins une dangereuse erreur voire une grossière manipulation ? Dans la période contemporaine, au Royaume-Uni notamment, l'agenda du bien-être a ainsi pu contribuer à masquer l'aggravation de la pauvreté et des inégalités sociales. Ainsi David Cameron, alors Premier ministre d'un gouvernement menant une politique assumée de régression sociale et de privatisation des services publics, prône-t-il dans un discours du 25 novembre 2010 une « nouvelle manière de mesurer le bien-être au Royaume-Uni » qu'il charge l'Office national statistique de mener à bien²⁰.

Le risque est alors triple : substituer à des besoins matériels tangibles et pressants (logement, alimentation, énergie) des indicateurs « post-matérialistes » douteux (tel que « la satisfaction avec son propre niveau d'éducation »)²¹ ; diluer la mesure directe et intelligible de la pauvreté et des inégalités dans un ensemble de 59 indicateurs dont il est impossible de percevoir la cohérence empirique (tel indicateur augmente tandis que tel autre diminue sur telle période de temps) ; instrumentaliser l'approche large du bien-être pour promouvoir des agendas idéologiques cachés comme la privatisation des services publics sous couvert de « Big society » (David Cameron déclare ainsi dans le même discours : « Nous avons l'intuition que les personnes qui ont le sentiment de maîtriser leur destin se sentent plus épanouies. C'est pourquoi nous donnons aux parents un véritable choix quant à l'école de leur enfant et aux patients un véritable choix quant au lieu de leurs soins »).

C'est également la critique adressée aux indicateurs de développement soutenable des Nations Unies rendus publics il y a dix ans et largement diffusés depuis : il suffit de choisir ceux qui vont dans la bonne direction pour donner l'illusion du progrès vers le bien-être dans un pays donné. De même, le Bhoutan est-il critiqué pour sa promotion du « bonheur » alors même que la pauvreté matérielle y est aigue et que les libertés civiles, ethniques et religieuses y sont régulièrement attaquées.

Ces réserves sont légitimes et elles doivent inciter à la prudence dans l'usage des indicateurs de bien-être, en particulier lorsque ceux-ci s'appuient sur des cadres analytiques fragiles ou flous et une boulimie empirique qui conduit à multiplier les « données » en diluant les informations statistiques et leur signification.

Mais l'intérêt majeur qu'il y a à considérer le bien-être dans une acception large plutôt que de le rabattre sur la focale étroite du niveau de revenu et son inégale répartition est de se prémunir d'au moins quatre illusions : l'illusion qui veut que l'augmentation du revenu monétaire agrégé

²⁰ Le discours est accessible en ligne <https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-on-wellbeing>

²¹ Voir la dernière édition du « tableau de bord du bien-être » de l'ONS britannique, National Well-being Dashboard <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/wellbeing/articles/ukmeasuresofnationalwellbeing/dashboard>

en moyenne se traduise par une amélioration automatique du bien-être des personnes ; la croyance en un ruissellement du revenu sur les autres dimensions du bien-être (notamment la santé) ; l'idée qu'augmenter le revenu par habitant suffirait à réduire la pauvreté monétaire et les inégalités sociales ; l'idée que la seule pauvreté monétaire permet de bien mesurer les conditions sociales d'existence²².

Plus encore, il est essentiel de comprendre que les besoins humains sont satiables et qu'un système économique viable doit être rebâti sur cette satiété pour pouvoir être soutenable (cet enjeu de la limite étant identifié très tôt dans l'histoire de la pensée par les courants épicuriens et stoïciens) plutôt que sur des « préférences » pour des niveaux infinis de consommation ou de revenu qui dans les faits n'existent pas. Il existe de fait en France un niveau de ressources matérielles qui permet la satiété des besoins humains et il a été récemment empiriquement repéré par l'INSEE autour de 30 000 euros par an²³ et décliné par le CNLE à partir d'un niveau moyen proche, sous le vocable de niveau de vie décent, selon le lieu de résidence et la taille du ménage²⁴. Mais cette satiété ne se réduit pas à la sobriété généralisée : elle est tout autant une modération des excès qu'une compensation des déficiences²⁵.

Le bien-être comme prothèse de l'économie néo-libérale

Une des personnalités du monde académique ayant inspiré le discours sur le bien-être de David Cameron mentionné plus haut et présent dans l'assistance quand il fut prononcé est Richard Layard, qui fut à la fois un des partisans les plus acharnés et influents de la libéralisation des marchés du travail en Europe et l'un des promoteurs de « l'économie du bonheur ». Il existe en effet une économie du bien-être qui consiste à appliquer les méthodes et les grilles de lecture de l'économie standard au bonheur des individus qu'il s'agit alors d'optimiser au moyen d'analyses coûts-bénéfices.

Ce projet est ancien et commence avec les travaux de Gary Becker dans les années 1950 dont la prétendue nouveauté s'inscrit dans un projet convenu d'impérialisme de la discipline économique sur les sciences sociales et la société elle-même. L'économie du bien-être devient dans cette perspective une philosophie normative qui doit guider les choix individuels et collectifs, philosophie dans laquelle s'inscrit le rapport *Value for money - How to improve wellbeing and reduce misery* publié sous la plume de Layard par le « Centre pour la performance économique » en 2024, qui propose de monétiser le bien-être subjectif pour en déduire des arbitrages budgétaires dans un contexte d'austérité.

²² On trouvera des démentis à tous ces arguments dans E. Laurent, *Sortir de la croissance*, Poche plus, 2021.

²³ Jean-Marc Germain, *Bien-être ressenti et revenu : l'argent fait-il le bonheur ?*, Document de travail No 2024-09, 10/06/2024.

²⁴ Le budget de référence varie en 2018 entre 1419 € (milieu rural) et 1863 € (Métropole du Grand Paris) pour un actif seul ou entre 3381 € (Ville moyenne) et 3586 € (Métropole du Grand Paris) pour un couple d'actifs avec 2 enfants (pré et adolescents). CNLE, 2022 <https://solidarites.gouv.fr/budgets-de-reference-budgets-decents-un-rapport-du-cnle-eclaire-sur-les-besoins-necessaires-pour-mener-une-vie-decente-definis-par-les-citoyens#:~:text=En%20moyenne%20le%20seuil%20de,et%20sociaux%20de%20l'Insee>.

²⁵ Sur cette acception de la sobriété comme satiété, voir E. Laurent, [Securing European democracies from within: two social-ecological pathways](#) - JRC Working Paper Series For a Fair, Innovative and Sustainable Economy, 7/2025, European Commission, Seville, 2025, JRC142618.

De nouveau, le recours à la langue anglaise s'avère utile pour se garder de cet « économisme du bien-être » car il y a une différence essentielle entre « Economy of well-being » ou « Economics of well-being » et « Well-being Economy ». Selon les deux premières expressions, le bien-être est un champ d'application de l'analyse économique standard et un instrument de l'optimisation économique (voire un vecteur de croissance) ; dans le second cas, le système économique doit se recentrer sur le bien-être humain, qui est compris comme une finalité et non comme un instrument.

On voit ainsi se développer des travaux censés convaincre les décideurs politiques que le bien-être est bon... pour la croissance ! Mieux « prendre soin » de « ses » salariés augmentera leur « engagement » et leur « performance »²⁶. Enseigner les « compétences socio-émotionnelles » à l'école permettra une meilleure « employabilité » des élèves²⁷. Lutter contre « la défiance » augmentera la croissance économique²⁸. Soigner la maladie mentale accroîtra la productivité²⁹.

Loin de ces instrumentalisations (y compris politiques³⁰), le bien-être compris dans une perspective kantienne comme une fin en soi³¹ constitue un puissant outil pour s'émanciper de l'obsession de la croissance et se recentrer sur deux dimensions fondamentales de l'existence humaine : la santé et les relations sociales. La pensée de William Easterlin, pionnier de l'économie du bien-être récemment disparu, consiste à affirmer que la croissance est une poursuite futile pour les gouvernements car elle n'est ni nécessaire ni suffisante pour améliorer le bien-être humain³².

La grande force de l'indice de développement humain des Nations Unies, publié pour la première fois en 1990, a été de rebattre les cartes des pays les plus prospères du monde pour consacrer les pays européens et en particulier les nations nordiques. Ces « nations du bien-être » que sont les pays nordiques partent des besoins humains de leur populations et les socialisent pour des résultats unanimement reconnus comme excellents en matière d'éducation, de santé, de confiance dans les institutions, de bien-être au travail, de logement et de satisfaction dans la vie³³.

²⁶ Institute for Health and Productivity Studies, Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. From evidence to practice: workplace wellness that works. 2015.

²⁷ OECD (2025), Skills that Matter for Success and Well-being in Adulthood: Evidence on Adults' Social and Emotional Skills from the 2023 Survey of Adult Skills, OECD Skills Studies, OECD Publishing, Paris

²⁸ Laurent, É. (2009). Peut-on se fier à la confiance ? Revue de l'OFCE, 108(1), 5-30.
<https://doi.org/10.3917/reof.108.0005>.

²⁹ Productivity Commission, Mental Health, Inquiry Report, Volume 1, No:95, 30 June 2020, Australian Government.

³⁰ Voir Laurent, É. (2019). Introduction / La confiance : prudence ! Économie de la confiance (p. 3-16). La Découverte. <https://shs.cairn.info/economie-de-la-confiance--9782348043550-page-3?lang=fr>.

³¹ « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta personne que dans la personne de tout autre, toujours en même temps comme une fin, jamais simplement comme un moyen » (E. Kant, Fondation de la métaphysique des mœurs [1785], trad. par A. Renault, Paris, Flammarion, 1994, p. 106.)

³² “Most people could increase their happiness by devoting less time to making money, and more time to nonpecuniary goals such as family life and health” in Easterlin, R. A. (2004). The Economics of Happiness. *Daedalus*, 133(2), 26–33.

³³ Sur le lien empirique entre socialisation du bien-être et progrès économique et social, voir Andreescu et al. Equality and Development: A Comparative & Historical Perspective 1800-2025, World Inequality Lab Working Paper 2025/25.

Dans une formule provocatrice, Huxley évoque dans la Préface de 1946 du *Meilleur des mondes* la « tyrannie du bien-être » exercée par les régimes totalitaires. Et de fait, en 2011, la Corée du Nord fit la publicité d'un indice du bonheur qui plaçait la Chine en tête des pays les plus heureux du monde, suivie par la Corée du Nord. Le score obtenu par la Chine était de 100 sur 100 et celui obtenu par la Corée du Nord de 98 sur 100, ce qui trahit bien l'ambition des gouvernements autoritaires : pouvoir compter sur des sujets « parfaitement » heureux (derrière les visages ravis le long des processions militaires nord-coréennes, une famine généralisée sévit dans le pays). Il existe au demeurant de nombreuses dystopies construites autour de l'idée de l'injonction mortifère au bonheur³⁴.

Mais la mesure du bien-être est en réalité un instrument de lutte contre la toute-puissance des autorités politiques, qui leur rappelle que l'état réel de la population importe au-delà des moyennes macroéconomiques. Ainsi de l'avertissement récent des pédiatres américains au sujet du bien-être des enfants des Etats-Unis, dont l'état de santé est nettement plus dégradé que dans les pays comparables³⁵, alors que l'administration Trump se glorifie d'accélérer la croissance y compris par l'usage de la prédation internationale et réduit la couverture vaccinale obligatoire pour les enfants.

Mesurer le bien-être revient bien souvent à s'opposer à la statistique officielle pour donner à voir la société et la vie des personnes sous un jour nouveau en dévoilant l'étendue des inégalités que masque la croissance du PIB mais aussi la crise de santé mentale que masque la productivité du travail ou les performances scolaires (comme dans le cas de la Corée du Sud). C'est aussi un instrument de lutte contre l'illusion de la « santé des marchés » qui vient rappeler que ce que les gens disent ou pensent est aussi important que leurs comportements d'achat et de consommation.

Peut-on vraiment définir le bien-être et comment ?

À supposer que l'on sache déjouer le piège de ces six contresens, le plus dur reste à faire : définir de manière rigoureuse et cohérente le bien-être humain.

Etymologiquement, le bien-être apparaît consubstantiel de la santé dès l'apparition du terme dans la langue anglaise au milieu du 18^{ème} siècle (« well-being » signifiant « état de bien-être ou de bonne santé » selon l'Oxford English Dictionary). Construit à partir des mots latins « bene » et « stare » qui signifient ensemble « être bien », « bien-être » est actuellement défini en français comme un « état agréable résultant de la satisfaction des besoins du corps et du calme de l'esprit »³⁶, définition qui souligne la multi-dimensionnalité de la santé humaine (qui est au moins physique et psychologique).

³⁴ Récemment la série Pluribus dans laquelle une personne présentée comme « la plus malheureuse du monde » doit sauver l'humanité de son excès de bonheur.

³⁵ Forrest CB, Koenigsberg LJ, Eddy Harvey F, Maltenfort MG, Halfon N. Trends in US Children's Mortality, Chronic Conditions, Obesity, Functional Status, and Symptoms. JAMA. 2025;334(6):509–516.

³⁶ Dictionnaire Larousse.

Apprécier un état de bien-être (ou de mal-être) suppose en effet un point de vue réflexif sur sa propre santé, jugement personnel et subjectif qui fait écho à l'exploration moderne de l'importance de la santé mentale pour la santé biologique. Qui plus est, le bien-être peut s'appliquer à différentes échelles (individuelle, sociale et même nationale), révélant ainsi ses fondements sociaux. Ce bien-être social (que nous avons traduit plus haut par *welfare*) apparaît clairement dans la notion de « protection sociale » introduite dans la Proclamation royale sur la politique sociale de l'empereur Guillaume Ier du 17 novembre 1881 (reconnaissant à la fois le « bien-être des travailleurs » et « une revendication légitime à un degré plus élevé de protection sociale de l'État »).

Le bien-être, entendu comme bien-être social ou socialisé (au sens de *well-being*), est évidemment la pierre angulaire de l'expansion de la politique sociale aux 19^{ème}, 20^{ème} et 21^{ème} siècles (le *welfare* reposant aujourd'hui sur des ressources publiques importantes³⁷). Plus avant, des travaux récents ont mis en avant la notion de « bien-être social-écologique »³⁸ afin d'encadrer le bien-être humain dans les réalités biophysiques

Le bien-être humain est donc le fait de bien se porter et bien se sentir, il ne se réduit pas au bonheur mais il ne peut en faire abstraction, il ne se limite pas au bien-être économique mais le système économique influence toutes ses dimensions et il doit désormais être compris dans le cadre des limites planétaires et des crises écologiques³⁹.

Quels sont les facteurs qui explique cet état de plénitude à la fois objectif et subjectif ? A l'évidence, la santé physiologique et psychologique sont primordiales, mais aussi le « bien-être relationnel » tant il est vrai que l'état de bien-être n'est atteignable et soutenable que dans la relation aux autres humains et non-humains.

Posons, avant de s'en expliquer, que le bien-être humain est *un état de satiété des besoins humains favorisé par la coopération et la santé*.

Cette définition procède d'une vision d'ensemble, l'économie du bien-être, laquelle articule la satiété des besoins avec la coopération et la santé. Cette acception de l'économie du bien-être dépasse ce que l'anglais désigne par le vocable « *welfare economics* » qui tient en un enjeu principal : la tentative d'agréger les préférences individuelles selon des principes normatifs pour en déduire une fonction de bien-être social susceptible de guider la puissance publique. Comme l'écrit justement Anne Baujard, l'économie du bien-être ainsi comprise est une « théorie économique au service de l'évaluation des situations sociales et de la décision publique » qui

³⁷ La dépense publique, exprimée par rapport au PIB, a été multipliée par 10 entre 1800 et 2025, de 3% à 31% du PIB en moyenne mondiale, tirée par la hausse des dépenses de bien-être (santé, éducation, protection sociale), voir Bharti, N., Gethin, A., Jenmana, T., Mo, Z., Piketty, T., & Yang, L. (2025). Human capital, unequal opportunities and productivity convergence: A global historical perspective, 1800-2100. WIL working paper.

³⁸ E. Laurent, *Toward Social-Ecological Well-Being: Rethinking Sustainability Economics for the 21st Century* (Palgrave Studies in Environmental Sustainability), Palgrave Macmillan, 2023 et Nayak, P.K., Pradhan, S.K. (2023). *Interdisciplinary Perspectives on Social-ecological Wellbeing*. In: Chetri, S., Dutta, T., Mandal, M.K., Patnaik, P. (eds) *Handbook of Happiness*. Springer, Singapore.

³⁹ Le scénario SSP 1-1.9 du GIEC fait explicitement du passage à une économie centrée sur le bien-être humain la condition d'atténuation de la crise climatique, voir Laurent, É. (2023). VIII / La transition vers la fin des énergies fossiles et un climat stable. *Économie pour le XXI^e siècle : Manuel des transitions justes* (p. 159-182). La Découverte. <https://shs.cairn.info/economie-pour-le-xxie-siecle--9782348077524-page-159?lang=fr>.

étudie « les moyens et les critères qui permettent de juger et de comparer la qualité des situations sociales »⁴⁰.

J'entends ici économie du bien-être différemment, au sens de Simon Kuznets, l'inventeur du produit intérieur brut (PIB) : puisque la croissance économique ne permet pas, par construction et par définition, de mesurer le bien-être humain⁴¹, d'autres approches sont requises pour l'évaluer et éventuellement l'améliorer. Cette quête de visions alternatives n'est pas seulement un exercice théorique : dès lors que la croissance économique apparaît décorrélée des dimensions fondamentales du bien-être humain (sans parler des enjeux écologiques)⁴², le ruissellement attendu de l'une vers les autres est une illusion et les politiques de bien-être une nécessité⁴³. Il est par exemple faux de soutenir que l'accroissement du PIB par habitant suffit à augmenter mécaniquement le niveau de santé ou d'éducation : il faut pour cela des politiques adéquates de santé et d'éducation, faute de quoi, comme dans le cas des Etats-Unis, un haut niveau de revenu par habitant voisinerait avec un état de santé bien inférieur à celui de pays comparables sur le plan du développement avec des conséquences lourdes pour le bien-être de la population.

Revenons à notre définition pour en détailler visuellement les éléments (Figure 1). La satiété articule les besoins humains et les limites planétaires : elle encadre et limite les éléments constitutifs du bien-être humain et permet leur répartition équitable dans le respect des limites biophysiques et selon des principes de justice sociale-écologique⁴⁴. La coopération est le socle du bien-être, car elle permet à toutes les dimensions du bien-être humain de s'épanouir ; la santé est placée au-dessus de la coopération, comme clé de voûte du bien-être (car elle perpétue l'espèce humaine et permet le partage de la Vie avec les non-humains).

Chacun de ces deux domaines du bien-être se compose de trois dimensions, elles-mêmes structurées selon leur logique interne : la santé commence au niveau individuel, mais comprend une forte dimension collective et relie les humains aux écosystèmes et à la biodiversité par le canal de la santé écologique ; la coopération repose sur des relations sociales, mais aussi sur leur forme durable c'est-à-dire les institutions (la justice sociale et démocratie), qui, à leur tour, peuvent favoriser les relations sociales (via par exemple les politiques publiques de lutte contre l'isolement social).

⁴⁰ Baujard, A. (2017). « L'économie du bien-être est morte. » Vive l'économie du bien-être ! Dans G. Campagnolo et J. Gharbi Philosophie économique : Un état des lieux (p. 77-128). Éditions Matériologiques. <https://doi.org/10.3917/edmat.campa.2017.01.0077>.

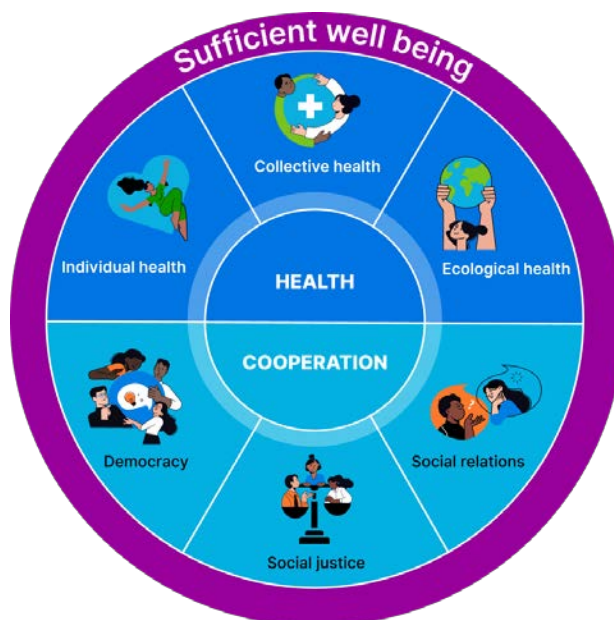
⁴¹ "The welfare of a nation can scarcely be inferred from a measurement of national income" in S Kuznets National income, 1929–1932 <https://fraser.stlouisfed.org/title/national-income-1929-1932-971>.

⁴² Pour le détail, dimension par dimension, de cet argument, voir E. Laurent, Sortir de la croissance, Poche plus, 2021.

⁴³ Notons que l'économie du bien-être a fréquemment changé de sens au cours de l'histoire de la pensée économique, elle n'a par exemple pas chez Pigou (auteur de *The Economics of Welfare* paru en 1920), la signification que lui confèrent Paul Samuelson et Kenneth Arrow dans les années 1950.

⁴⁴ Sur cette notion, ses composantes et dimensions, voir Fransolet et Laurent (2024) <https://toolbox.preventnecd.eu/wp-content/uploads/2025/09/Pdf-Final-Report.pdf>

Figure 1. L'économie du bien-être et ses dimensions.



Source : <https://toolbox.preventnecd.eu/explore-the-wellbeing-economy/>

La satiété des besoins⁴⁵, qui fait écho au terme anglais de « sufficiency » (que l'on traduit parfois maladroitement par « suffisance »), est voisin de la notion de vie décente récemment définie par les groupes de consensus du CNLE comme le fait de « faire face aux nécessités de la vie quotidienne et de participer pleinement à la vie sociale »⁴⁶.

Tentons à présent le même exercice de clarification et définition au sujet de ces lieux denses et complexes que sont les villes.

Sortir des impasses de l'utilitarisme urbain

Aux origines de la pensée utopique se trouve une utopie urbaine : sous la plume de Thomas More, l'île d'Utopie se voit divisée en 54 cités égales quant à leur population, la surface de leur territoire et leurs institutions (ces villes sont décrites par More comme « parfaitement identiques »). Mais cette utopie est étymologiquement un non-lieu, une localité qui n'importe pas pour ce qu'elle est

⁴⁵ Sur cette notion et la point de convergence qu'elle représente pour les différents courants de la post-croissance, voir les travaux réalisés dans le cadre du projet Tobe et notamment ToBe: Unlocking the Power of Sufficiency (2024) <https://toberesearch.eu/tobe-unlocking-the-power-of-sufficiency/>

⁴⁶ Voir CNLE, 2022 <https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-01/les-budgets-de-reference-nouvelles-pistes-insclusion-sociale-rapport-2022-cnle.pdf>

mais pour l'idée au service de laquelle elle est mise. Les utopies urbaines contemporaines ont cette même tendance à instrumentaliser la ville mais la nature du projet a changé : il ne s'agit plus comme chez More de spatialiser l'égalité ou la justice sociale mais plutôt la productivité, la croissance ou la résilience. On peut dénombrer au moins quatre visions instrumentales contemporaines de la ville.

La « Ville attractive »

Dans cette vision, la ville est appelée à devenir un aimant du capital et du travail qualifié qui promet un retour sur investissement aux flux nationaux et internationaux qu'elle entend capter. Ainsi, en 2016, la « nouvelle stratégie marketing territoriale » de la métropole bordelaise s'articulait autour du slogan « Magnétique Bordeaux » (décliné en anglais en « Magnetic Bordeaux ») et de l'ambition de créer une « métropole millionnaire » (stratégie abandonnée dès 2020).

Cette ville « attractive » est la quintessence d'une ville exogène définie par les priorités des gens qui n'y habitent pas. De fait, les indicateurs d'attractivité des villes sont produits par des cabinets de conseil chargés de calculer des primes d'installation ou de relocalisation pour des cadres supérieurs ou des hauts fonctionnaires expatriés. Deux indicateurs dominant ainsi le marché des « meilleures villes du monde » également qualifiées de « villes les plus vivables » du monde.

Le « Quality of Living City Ranking », indicateur de « qualité de vie » urbaine le plus souvent repris dans la presse, a été conçu par le cabinet de consulting Mercer qui se définit lui-même comme « le leader dans la fourniture de données sur la qualité de vie des employés envoyés à l'étranger ». Le « Global Liveability Index » produit par The Economist Intelligence Unit, également cité comme un indice de la qualité de vie urbaine, répond au même procédé de fabrication.

Cette logique de l'attractivité, qui tend à imposer les priorités d'une ville exogène (dont les politiques sont définies de l'extérieur) sur une ville endogène a néanmoins des conséquences pratiques sur la vie des habitantes et des habitants, comme l'illustre l'affaire de « l'Amazon H2Q » en 2018.

La plateforme de vente en ligne américaine Amazon, condamnée des dizaines de milliers de fois pour des violations de droit du travail⁴⁷, proposa alors aux villes des États-Unis un marché : contre 50 000 emplois et 5 milliards d'investissement immobilier promis, elles devaient rivaliser d'inventivité pour lui offrir une série d'avantages économiques tels que des exemptions fiscales, un accès privilégié aux infrastructures, etc. 230 villes s'engagent alors dans une course aux enchères au moins disant fiscal et social, 20 sont retenues dans une « short-list » et 2 sont finalement choisies (Long Island à New York et Arlington, en Virginie). Mais Amazon doit renoncer à s'installer à New York devant les protestations contre les conditions de travail en vigueur dans ses entrepôts. Reste Arlington. Après avoir perçu 750 millions de dollars de subventions publiques de la municipalité, Amazon y réduit ses effectifs sur le site existant (au lieu de créer 2 500 emplois comme promis en 2024 sur un total de 25 000 attendus). L'équivalent du budget total pour l'éducation publique de la ville a été englouti dans une opération à perte pour l'emploi local.

⁴⁷ 60 000 pour la seule Californie.

Les exigences de la captation des flux économiques s'imposent aux résidents, la ville attractive se dépouille pour apparaître plus séduisante.

Le flux le plus précieux à capter en apparence aujourd'hui est celui de l'intelligence artificielle sans considération pour les impacts locaux énergétiques et écologiques des data centers qui rendent possible le déploiement de cette technologie aux bienfaits sociaux plus qu'incertains. L'exemple de l'Irlande et plus spécifiquement de la ville de Dublin est à cet égard frappant : le pays, à la pointe mondiale de l'accueil des data centers, en compte plus de 80 dont 90% sont installés à Dublin et prévoit d'en construire 40 de plus à brève échéance.

Fidèle à sa stratégie de concurrence fiscale développée depuis un demi-siècle dans le cadre du marché européen, l'Irlande bénéficie certes des retombées financières de cette attraction d'investissement. Mais les impacts écologiques sont dès à présent considérables : les data centers consomment d'ores et déjà un quart de la production électrique irlandaise et vont s'approcher d'un tiers consommé dans les toutes prochaines années. Les captations d'eau nécessaires au fonctionnement de ces centres sont tout aussi colossales : une seule de ces installations peut absorber jusqu'à 1 million de mètres cubes d'eau par an (soit 2,5 millions de litres par jour)⁴⁸. On réalise à la lumière de ces chiffres que l'attractivité à court terme de Dublin masque un appauvrissement durable des Dublinois.

La « Ville productive »

L'imaginaire urbain de l'agglomération efficace est le pendant de celui de la ville magnétique. Cet agenda de la ville productive a trouvé une traduction pratique dans les réformes territoriales de 2015 en France qui ont mis au premier rang des priorités territoriales « la métropolisation pour la croissance » soit la promesse que la croissance nationale soit tirée par des métropoles concentrant richesses et pouvoir avec un effet de ruissellement et d'entraînement sur les autres territoires. On peut dix ans après constater empiriquement le résultat de cette stratégie : d'un côté l'atonie de la croissance française, de l'autre le creusement d'inégalités territoriales déjà fortes, culminant avec la crise des « Gilets Jaunes » en 2018/2019⁴⁹. Car qui dit « ville productive » dit aussi, en creux, « ville improductive ».

Cette croissance attendue, qui est un flux, n'est possible dans le schéma théorique de la ville productive qu'à partir de la constitution d'un stock : le capital humain dont la ville est censée être le lieu d'accumulation.

⁴⁸ Source : <https://sustainability.atmeta.com/2025-sustainability-report/>

⁴⁹ Pour une critique précoce de cette stratégie et de ses résultats attendus, voir Bouba-Olga, O. et Grossetti, M. (2015). La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ? Revue de l'OFCE, 143(7), 117-144.

On trouve par exemple chez un économiste urbain comme Edward Glaeser des modèles de cette ville-capital : il y a un « impératif urbain » écrit Glaeser, pour tout pays qui souhaiterait augmenter sa croissance économique sur le socle de « villes compétitives »⁵⁰. Le principe sous-jacent est celui des bénéfices économiques de l'agglomération tirés notamment de rendements croissants (la proximité est source de baisse des coûts de transport et d'économies d'échelle selon les modèles d'économie géographique développés notamment par Paul Krugman au début des années 1990).

Les villes sont comprises comme des fabriques « d'économies d'agglomération », minimisant les coûts de la distance et maximisant les bénéfices de la proximité. On perçoit aisément que cette logique de « clusters » peut être élargie à d'autres formes d'interactions sociales. Cette idée se décline ainsi avec la figure récemment apparue de la ville comme lieu d'accumulation du « capital social » ou du « capital relationnel ».

La « Ville intelligente »

L'idée s'est imposée depuis quelques décennies que le capital humain essentiel que produit la ville et dont il vient d'être question est le capital cognitif et que la production de cette intelligence urbaine doit être accélérée. Mais il y a au moins deux manières de comprendre le terme d'intelligence : la première renvoie à l'idée de connaissance, la seconde à l'idée d'espionnage (les services secrets sont appelés « intelligence service » dans le monde anglo-saxon). La ville dite « intelligente » est avant tout une ville qui produit des données exploitables par des opérateurs publics ou privés pour optimiser leurs activités commerciales ou de supervision au détriment de la confidentialité des faits et gestes des habitant(e)s et donc de leurs droits fondamentaux.

Les projets les plus poussés de « villes intelligentes » se sont ainsi heurtés ces dernières années à la résistance de leurs résidents. La ville de Toronto, qui a confié en 2017 à une filiale de Google l'aménagement et la gestion par les outils numériques d'un quartier nouveau de la ville dut ainsi faire machine arrière et abandonner ce partenariat en 2020 sous couvert de crise du Covid. D'autres projets, encore plus poussés dans la digitalisation et la surveillance urbaines, sont à l'arrêt ou en passe d'être sabordés au Portugal, au Moyen-Orient ou en Asie.

Ces échecs ont néanmoins préfiguré l'avènement de la ville de l'intelligence artificielle. Dans cette ville, des téléphones portables eux-mêmes « intelligents » permettent de trouver le chemin le plus rapide en toutes circonstances. Mais ce faisant, ils contreviennent à la vocation de découverte des espaces urbains : la ville intelligente est une ville sans surprise.

La ville de l'intelligence artificielle contrevient surtout à la ville de l'intelligence collective. Simmel avait eu au début du 20^{ème} siècle l'intuition de la concurrence entre la montre qui règle le temps des villes mais capte l'attention humaine et le regard dont la circularité nourrit l'urbanité. Que dire de l'attention urbaine engloutie dans un smartphone qui guide, divertit, renseigne, localise et recommande en ville tout en détournant l'œil de l'espace urbain et des humains qui le peuplent ?

⁵⁰ The urban imperative: towards competitive cities. Edited by Edward Glaeser and Abha Joshi-Ghani. New Delhi: Oxford University Press. 2015.

La ville intelligente, espace accéléré pour devenir rentable temporellement, est une « ville liquide » au sens critique qu'avait cette expression quand elle fut inventée par Zygmunt Bauman, un espace traversé où tout glisse, passe et s'efface sans laisser d'autre trace que numérique. D'où le paradoxe d'un slogan comme « la ville du quart d'heure » qui entend favoriser la proximité mais rapporte la distance au temps pour aboutir à un indicateur de vitesse qui n'évoque pas le confort mais au contraire l'empressement. Le contraste est net avec l'idée de la « ville lente » (promue par le réseau Cittaslow⁵¹).

La « Ville résiliente »

La ville résiliente, très en vogue dans les institutions internationales et notamment La Banque mondiale, est a priori une bonne idée. Les chocs écologiques violents qui secouent déjà les espaces humains vont s'intensifier et se multiplier à brève échéance, il faut s'y préparer résolument. Mais la résilience peut revêtir deux significations très différentes, voire contradictoires⁵².

De nombreux travaux définissent la résilience comme la capacité de résistance : un système résilient se montrera suffisamment solide face aux perturbations pour retrouver son état initial après la survenance du choc. D'autres interprétations, au contraire, mettent l'accent sur l'apprentissage dynamique induit par les chocs, les ruptures et les recompositions qu'ils génèrent : le but n'est alors plus le retour aux systèmes antérieurs aux chocs (et à leur vulnérabilité) mais leur transformation structurelle (on parle de « résilience adaptative »).

La ville résiliente peut donc être interprétée, à tort, comme le terrain de résistance à des chocs inexorables auxquels on cherche à s'adapter d'autant plus que l'on renonce à les atténuer et que l'on charge la population de parer. Le capital social dont il a été question à la partie précédente est alors mis au service de la « résilience urbaine » ainsi comprise. Les liens sociaux sont instrumentalisés par les pouvoirs publics pour basculer l'adaptation sur les groupes et les personnes qui deviennent les vecteurs de la ville résiliente. La végétalisation se voit également mise au service d'une meilleure résistance aux chocs écologiques, on instrumentalise ici non pas des liens sociaux mais des espèces non-humaines. La notion émergente de « ville robuste » invite, en contrepoint, à la construction de liens à la fois sociaux et naturels hors de toute « optimisation » par les logiques de performance⁵³.

Mais si ces utilitarismes urbains apparaissent comme autant d'impasses, peut-on définir la ville comme on a tenté de définir le bien-être, en vue de faire ensuite converger ces deux définitions ?

2. La ville comme tapisserie de liens sociaux et naturels

⁵¹ <https://www.cittaslow.org/>

⁵² Magali Reghezza-Zitt, 2021. "Is Resilience Measurable?" in: Éloi Laurent (ed.), *The Well-being Transition*, chapter 10, pages 255-270, Springer.

⁵³ Sur ce point voir les travaux d'Olivier Hamant qui montrent que les êtres vivants sont contre-performants pour devenir stables et viables et notamment Olivier Hamant, *De l'incohérence Philosophie politique de la robustesse*, Odile Jacob, 2024.

Redéfinir la ville par la densité humaine

Un paradoxe marque notre époque résolument urbaine : la ville est en passe de devenir une réalité universelle mais il n'existe pas de définition universelle de la ville. Il y a de plus en plus de villes sans que l'on puisse s'accorder sur ce qu'est précisément une ville⁵⁴. Chaque pays mesure en effet la progression des espaces urbains en nombre et en superficie mais les critères permettant d'apprécier cette progression varient fortement d'un pays à l'autre (les trois plus grands pays d'Amérique du Sud, le Brésil, l'Argentine et la Colombie, n'ont ainsi pas la même définition fonctionnelle de ce qu'est une ville).

Commençons par tenter une théorie de la ville avant de s'appuyer sur les travaux les plus récents pour lui donner une substance empirique. Partons, dans la perspective kantienne évoquée à la partie précédente, de la ville comme finalité et non comme instrument pour s'interroger sur la vocation des villes. Autrement dit, non pas pour se demander ce que fait la ville mais ce qui fait la ville.

Pour répondre à cette question, on peut commencer par brièvement revisiter les premières expériences urbaines : pourquoi les premières villes ont-elles été créées dans l'histoire ? Selon une datation largement acceptée mais toujours contestable⁵⁵, les premières villes du monde apparaissent entre – 4 000 et – 3 000 en Mésopotamie (région délimitée par le Tigre et l'Euphrate), par exemple Uruk, Ur ou Suse. Comment comprendre leur avènement ?

On pourrait dire que si la civilisation urbaine date du 4^{ème} millénaire avant notre ère, la philosophie urbaine date quant à elle du 4^{ème} siècle avant notre ère et cette discipline a considérablement progressé dans les premières décennies du 20^{ème} siècle et dans l'après-seconde guerre mondiale.

Dans *La cité à travers l'histoire* (ouvrage paru en 1961 et largement révisé en 1989)⁵⁶, l'historien Lewis Mumford consacre un chapitre (intitulé « La cristallisation de la cité ») à la naissance des espaces urbains et y évoque un « lien originaire entre l'institution de la royauté, la pratique des sacrifices humains, la guerre et le progrès urbain » insistant sur la verticalité des édifices et la centralisation du pouvoir comme principe urbain. Il place au cœur de la ville « un centre politique et religieux, la citadelle, dominant la communauté, dirigeant et coordonnant les tâches qui étaient accomplies auparavant d'une façon autonome et sans objectif d'ensemble », et parle plus loin du « pacte d'alliance conclu entre le trône et l'autel » dont la ville serait le lieu. Ce modèle trouve une incarnation avec la cité-citadelle d'Erbil, au Kurdistan en Iraq, parfois considérée comme la toute première ville. La ville de Mumford est transcendante : « Ce que ni la pure contrainte ni la persuasion du rituel magique n'auraient pu séparément accomplir, allait ainsi se réaliser dans la cité naissante du fait de leur action conjointe »

Mais n'est-ce pas plutôt du côté de l'horizontalité sociale et des réseaux humains et naturels qu'il faut chercher la vocation des premières villes ? La ville n'est-elle pas en réalité immanente ?

⁵⁴ Laurent, É. (2020). Soutenabilité des systèmes urbains et inégalités environnementales Le cas français. *Revue de l'OFCE*, 165(1), 145-168. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0145>.

⁵⁵ Savoir où et quand précisément auraient émergé ces « premières villes » dans l'histoire de l'humanité sont bien entendu des questions âprement débattues entre spécialistes.

⁵⁶ Mumford, Lewis. « II — La cristallisation de la cité ». *La cité à travers l'histoire*, Agone, 2011. p.35-66.

Des recherches récentes montrent ainsi que les premières cités amazoniennes n'étaient pas organisées autour d'une autorité centralisée capable de mobiliser la main-d'œuvre de manière plus ou moins coercitive mais plutôt de l'imbrication de groupes de filiation et de solidarités segmentaires, régulièrement renforcées par des échanges cérémoniels, qui suffisaient à assurer la cohésion et la coordination nécessaires à l'organisation d'un peuplement hautement structuré⁵⁷. Et c'est sous la forme de cité-jardin, en prise avec les réseaux naturels que ces réseaux humains décentralisés mais coopératifs, se sont déployés. Dans l'Épopée de Gilgamesh, Uruk est ainsi décrite comme le point nodal de réseaux humains et naturels plus ou moins denses : « Trois cents hectares de ville, autant de jardins, autant de terre vierge ». Mumford lui-même montre que les premières villes se développent dans des vallées fluviales là où la domestication des plantes et des villes a été le plus poussé à partir du Néolithique, les liens naturels engendrant et renforcent les liens sociaux.

Comment appréhender et mesurer la matérialisation de ces liens sociaux et naturels à la lumière des données les plus récentes ?

En 1954, l'INSEE adopte une définition structurante pour la géographie française, celle de l'« unité urbaine », que l'agence statistique définit ainsi : une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. En creux sont définies des zones rurales résiduelles, qui ne correspondent pas à ces critères.

La densité qui se matérialise dans cette définition n'est pas strictement démographique (le nombre d'habitants rapporté à la superficie, autrement dit une présence humaine rapportée à un espace physique), elle inclut aussi le bâti (appréhendée par la contiguïté). Cette approche est d'autant plus intéressante qu'elle préfigure l'adoption récente d'une nouvelle méthode fondée sur le degré d'urbanisation.

En mars 2020, la Commission de statistique des Nations Unies approuve en effet une nouvelle approche dénommée « DEGURBA » qui vise à harmoniser la définition des espaces urbains selon trois types, par ordre décroissant de taille :

- Toute zone contiguë comptant au moins 50 000 habitants et une densité de population de 1 500 habitants au km² est considérée comme un centre urbain ou une agglomération (« city ») ;
- Toute zone comptant au moins 5 000 habitants et une densité de population de 300 habitants au km² est considérée comme une ville (« town ») ;
- Les zones qui comptent moins de 5000 habitants et moins de 300 habitants au km² sont considérées comme des zones rurales (« village »)⁵⁸.

Cette méthode repose sur la disponibilité de données satellitaires à un niveau fin pour l'ensemble des zones habitées et consiste d'abord à construire, à un moment donné du temps, des cellules de 1 km² (on parle en français de « carreau »⁵⁹) sur un territoire donné. On applique

⁵⁷ Stéphen Rostain et al., Two thousand years of garden urbanism in the Upper Amazon, Science 383, 183-189 (2024).

⁵⁸ La typologie générique proposée par les Nations Unies est : agglomérations, villes et zones semi-denses, zones rurales.

⁵⁹ En 2013, l'Insee a diffusé un premier jeu d'indicateurs sur une nouvelle maille géographique dénommée le « carreau ». Voir <https://www.insee.fr/fr/information/5008701?sommaire=5008710>

alors aux cellules contiguës formant des clusters les critères de population et de densité pour déterminer s'il s'agit de centre urbain (ou agglomération), de villes ou de villages (ou zones rurales). On établit ainsi un continuum entre espaces urbains et ruraux selon le même critère de densité considéré selon trois degrés : forte densité, densité moyenne et densité faible.

En utilisant ces définitions reposant sur les mêmes seuils de taille et de densité de population dans le monde entier, on estime qu'aujourd'hui environ 45 % de la population vit en centre urbain, 35 % en ville et 20 % dans des villages. La part de la population vivant dans des espaces urbains serait donc de 80 %, soit sensiblement plus que le chiffre obtenu en agrégeant les différentes parts urbaines de la population dans chaque pays utilisant des définitions disparates de l'urbain (qui serait proche de 55%)⁶⁰.

Cette méthode permet aussi, moyennant quelques approximations, de comparer ces populations respectives dans le temps. On montre ainsi qu'en 1950, seulement 20 % des 2,5 milliards d'habitants de la planète vivaient en ville, définie comme un centre urbain d'au moins 50 000 habitants et d'une densité d'au moins 1 500 habitants par km². Après plusieurs décennies d'urbanisation, les villes abritent aujourd'hui (en 2025) 45 % des 8,2 milliards d'habitants de la planète, soit plus du double de la proportion de 1950. La part de la population mondiale vivant dans les petites villes, définies comme des agglomérations d'au moins 5 000 habitants et d'une densité d'au moins 300 habitants par km², a diminué progressivement, passant de 40 % en 1950 à 36 % en 2025. Les communautés rurales n'abritent que 19 % de la population mondiale, une part qui a diminué de moitié depuis 1950.

Deux résultats en apparence contradictoires sont ainsi mis en lumière : par rapport à l'estimation courante de la population urbaine globale fondée sur des définitions nationales disparates (autour de 60%), il y a à la fois moins de personnes qui vivent dans les villes (45% pour ce qui est des agglomérations urbaines) et plus de personnes qui vivent dans les villes (80% pour ce qui est de l'addition des agglomérations et des villes). Cette contradiction n'est qu'apparente et ne fait que confirmer la dynamique mondiale d'urbanisation : il y désormais presque la moitié de la population mondiale qui vit dans des espaces de forte densité urbaine (autrement dit émerge une densité dans la densité qui est déjà presque majoritaire à l'échelle de l'humanité).

Le grand intérêt de cette nouvelle typologie (adoptée en France sous le nom de « grille communale de densité ») est qu'elle mesure directement et de manière cohérente le continuum entre différents territoires humains selon un élément commun : l'intensité de la présence humaine⁶¹. La question que l'on veut à présent poser est de savoir si la mesure de cette intensité peut être encore affinée dans une approche large incluant non seulement les liens entre les humains mais aussi les liens avec les autres espèces vivantes. Peut-on, en somme, passer du degré d'urbanisation au degré d'urbanité ?

⁶⁰ United Nations (2025). *World Urbanization Prospects 2025: Summary of Results*. UN DESA/POP/2025/TR/NO. 12. New York: United Nations.

⁶¹ Cette continuité peut être affinée en deux extensions. La première extension, appelée niveau 2 de la classification du degré d'urbanisation, est une typologie territoriale plus détaillée : elle distingue les agglomérations, les villes, les zones suburbaines ou périurbaines, les villages, les zones rurales dispersées et les régions en grande partie inhabitées. La deuxième extension distingue les zones urbaines fonctionnelles (aussi appelées régions métropolitaines), qui couvrent les agglomérations et les zones de navettage qui les entourent).

Ville et intensité des liens sociaux et vitaux

Il y a un lien inextricable, fondé théoriquement et démontré empiriquement, entre bien-être humain et qualité des relations sociales. Des relations sociales nourries sur la durée sont le facteur déterminant à la fois de la santé physiologique, mesurée par l'espérance de vie et de la santé psychologique, appréhendée par la satisfaction déclarée dans la vie⁶². La densité humaine mise au cœur de la redéfinition de la ville depuis quelques années permet-elle de saisir l'intensité des relations sociales permise par les espaces urbains ? Le géographe Michel Lussault montre à cet égard que la « coprésence » n'est pas nécessairement synonyme de relation sociale⁶³.

La notion de « tissu urbain » repose ainsi sur la densité du bâti et la morphologie urbaine, mais sans considération pour l'intensité des coopérations humaines et naturelles qui est pourtant, comme on a essayé de le montrer, la raison d'être des villes. Ce « tissu urbain » n'est pas figé dans la pierre ou coulé dans le béton : il est animé par « l'intensité urbaine »⁶⁴.

Je propose de définir la ville d'abord généralement par la densité des liens sociaux. Je suis ce faisant en particulier l'urbaniste américaine Jane Jacobs qui voit coexister dans les villes les plus vivantes : « toutes les formes de diversité possibles, étroitement entremêlées de façon à se compléter les unes les autres », ce qu'elle appelle la « complexité organisée » des espaces urbains⁶⁵. La densité urbaine n'est pas seulement une continuité bâtie, selon Jacobs, c'est d'abord un tissu de relations sociales innervé de « sentiments » et de « sympathies ». Le géographe Jacques Lévy a récemment proposé en écho le concept de « gradient d'urbanité » et définit l'espace urbain comme une « concentration d'un maximum de réalités sociales dans le minimum d'étendue »⁶⁶.

Cette intensité des liens sociaux est-elle reflétée par la densité du bâti et de la population telle que mesurée par la typologie détaillée plus haut ?

On peut en douter : la qualité perçue du lien social semble même inversement proportionnelle à la taille et à la densité de population selon les données du « baromètre du lien social » d'Ipsos de mars 2025 qui donne à voir une différence de 16 points entre la qualité perçue du lien social dans les espaces ruraux et les villes de 100 000 habitants et plus, de 8 points avec les villes de 20 000 habitants à 100 000 habitants et de 5 points avec les villes entre 2 000 et 20 000 habitants⁶⁷.

⁶² Voir Laurent, E. Coopérer et se faire confiance par tous les temps, Editions Rue de l'échiquier, 2024.

⁶³ Lussault, Michel (2013), « Coprésence », in Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. Belin, 2013.

⁶⁴ « L'intensité urbaine n'est pas synonyme de densité urbaine. Les lieux d'intensité urbaine sont des lieux qui présentent à la fois une certaine qualité urbaine et le rapport à la nature, l'intégration de l'agriculture et de la campagne dans la conception de la ville, des services de la vie quotidienne (commerces de proximité, école, services sociaux et publics), des ambiances urbaines qui permettent les échanges et le respect de l'intimité » in Barretto, C., Dubroca, V., Lèbre, I., Hazard, P., & Decory, F. (2012). Ville intense, ville intime. L'armature d'une métropole attractive. A'Urba.

⁶⁵ Jane Jacobs, Déclin et survie des grandes villes américaines, 1961.

⁶⁶ J. Lévy, France, une société urbaine in E. Laurent (dir) Vers l'égalité des territoires, 2013.

⁶⁷ Baromètre Ipsos <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2025-04/ipsos-cesi-ebra-barometre-lien-social-2025-rapport-complet.pdf>

(réciproquement, le sentiment de détérioration du lien social est nettement moins répandu dans les espaces ruraux).

C'était d'ailleurs la conclusion en forme de question d'une des rares enquêtes, déjà anciennes, menées sur la sociabilité en France : « c'est dans les villes les plus densément peuplées que les réseaux sociaux sont les moins importants ; la concentration urbaine aurait-elle un effet anémiant sur le lien social ? »⁶⁸

Récemment, une étude des Petits frères des pauvres⁶⁹ note que « si le ressenti de solitude n'est pas plus fréquent en milieu urbain qu'en zone rurale, il est cependant plus exacerbé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (32 %) et dans les petites agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants. » Le sentiment de solitude ne diffère que peu selon la taille de l'unité urbaine (sauf pour les villes de 50 000 à 200 000 habitants où il est plus fort qu'ailleurs)⁷⁰. De même, selon l'étude de la Fondation de France Solitudes 2023, dans l'agglomération parisienne et dans les communes de plus de 100 000 habitants, 28 % des personnes interrogées déclaraient se sentir seules, contre 24 % dans les communes rurales.

Ce qui « fait ville » n'est donc pas la seule densité de population. Au Livre VII, Chapitre 4 des Politiques, Aristote parle à cet égard de la « capacité » d'une cité (à assurer le bien-être des citoyens) plutôt que de la taille de la ville comme indicateur de la « grandeur » de celle-ci.

On peut, au plan empirique, recueillir des informations riches sur les types de socialisation dans les différents espaces urbains tels que définis plus haut en distinguant les types de relations sociales et leur degré (rencontres ou contacts), la confiance, l'accès aux services notamment publics, l'isolement social et la solitude. Partant de la définition des liens sociaux comme « l'ensemble des relations qu'entretiennent un individu ou un groupe d'individus » qui peuvent être de natures différentes (familiales, professionnelles, de voisinage, liées aux loisirs...), « ponctuels ou plus durables », l'Apur s'est ainsi récemment attaché à analyser les liens sociaux dans le Grand Paris⁷¹. Ces données peuvent pour certaines d'entre elles être recueillies au niveau européen⁷².

Il existe donc des justifications théoriques et des moyens empiriques de comprendre la ville comme le lieu de la densité des liens sociaux.

Mais il faut ajouter à cette densité des liens sociaux la densité des liens vitaux pour comprendre ce qui fait la ville au 21^{ème} siècle. Par « liens vitaux » on désigne ici les relations que les humains entretiennent avec les autres espèces et leur milieu naturel⁷³. Ces liens vitaux sont, comme on l'a vu, à l'origine des liens sociaux : le pays de Sumer, berceau de la civilisation urbaine, est appelé le « pays vivant », au confluent des deltas du Tigre et de l'Euphrate. C'est la même symbiose avec le milieu et le monde vivant qui a fait du Nil la matrice des sociabilités égyptiennes pendant des milliers d'années.

⁶⁸ R. Bigot, Quelques aspects de la sociabilité des Français, Cahier de recherche N°C169, décembre 2001.

⁶⁹ Solitude et isolement des personnes âgées en France. Quels liens avec les territoires ? Les Petits Frères des Pauvres, 2019.

⁷⁰ France, portrait social, Édition 2019, INSEE.

⁷¹ Les liens sociaux dans le Grand Paris, APUR, 2024.

⁷² Voir par exemple Eurostat, enquête Social and cultural participation, 2015 et 2022 :

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_scp12_custom_16256503/default/table?lang=en&page=time:2022 et Social Connections and Loneliness in OECD Countries <https://share.google/nskMNQQF7wtZrcfhA>.

⁷³ Voir E. Laurent Coopérer et se faire confiance, op. cit.

Avec la crise écologique contemporaine et ses chocs, ces liens vitaux permettent de protéger les liens sociaux essentiels au bien-être humain : contre la crise climatique, les villes sont en quête d'espèces et de milieux alliés (espaces verts, arbres, fleuves, etc.).

Les premiers liens vitaux à nouer ou renouer le sont avec l'eau : autant il est vrai que nombre de villes ont pu prospérer grâce aux apports naturels et commerciaux des cours d'eau au bord desquels elles ont pu se développer, autant beaucoup de villes s'enfoncent aujourd'hui dans des sols qu'elles ont progressivement privés d'eau sous l'effet de la densité humaine (notamment aux États-Unis et en Chine et en particulier des villes côtières ce qui accroît encore leur vulnérabilité)⁷⁴.

Comment mesurer ces liens vitaux et même les cartographier, comme on peut le faire pour les liens sociaux ?

On peut par exemple utiliser la carte des « trames écologiques », trame verte et trame bleue, que l'on peut prolonger jusque dans les espaces urbains⁷⁵. On peut tout aussi bien suivre les « chemins de la Nature » récemment mis au jour à Paris⁷⁶. Mais là aussi, la seule densité de population et encore moins la densité du bâti ne permettent d'appréhender la densité des liens vitaux, tout au contraire : ce que la topographie désigne par « artificialisation des sols » sont autant de ruptures des trames écologiques. Dans la définition de 1954 des villes, la continuité du bâti suppose de facto une discontinuité du monde non-humain.

Au terme de cette séquence, on peut assembler les éléments de notre réflexion pour parvenir à proposer de définir la ville : la ville est le lieu des coopérations naturelles et sociales dont la densité est l'indicateur de l'urbanité.

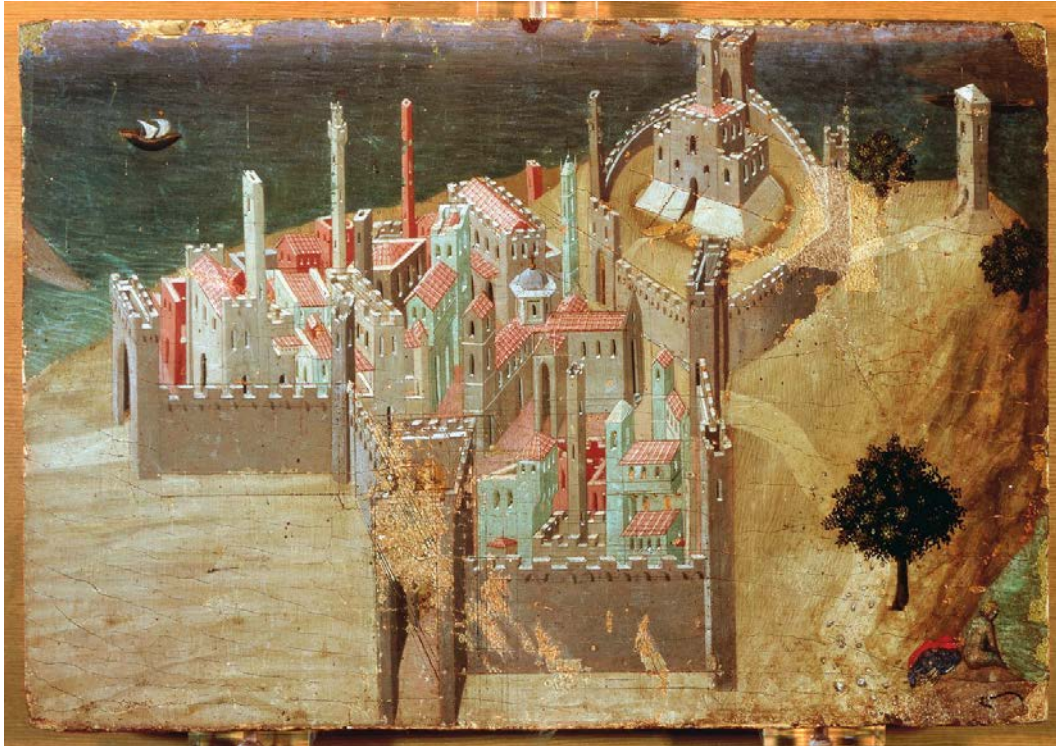
Comment se représenter la ville ainsi définie ?

Une des premières représentations marquantes de la ville dans l'histoire de l'art a été proposée par Ambrogio Lorenzetti en 1320 : il s'agit d'un camp retranché et fortifié « au bord de l'eau », défendue par une place forte mitoyenne, sans figure humaine, au milieu d'un paysage aride (fidèle au modèle de la ville-citadelle de Lewis Mumford décrit plus haut).

⁷⁴ Zurui Ao et al. ,A national-scale assessment of land subsidence in China's major cities.Science384,301-306(2024).

⁷⁵ Voir les travaux récents du Centre de ressources pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue.

⁷⁶ Les chemins de la Nature, édition 2025 <https://www.paris.fr/pages/biodiversite-66#les-chemins-de-la-nature>



Ambrogio Lorenzetti, Une ville au bord de la mer, vers 1320.

Dans la seconde représentation, de 1338, proposée par l'artiste, « l'Allégorie du bon et du mauvais gouvernement », la ville décrite par Lorenzetti est à la fois le théâtre des coopérations humaines (figurées par des processions et des rondes) mais elle est de plus ouverte sur la campagne, ses animaux et ses écosystèmes.



Ambrogio Lorenzetti, Les effets du bon gouvernement à la campagne, 1388-40

Une métaphore éclairante pour saisir cette ville des liens est celle de la tapisserie, entremêlement de fils noués dans un ordre logique en vue de former un dessin sous-tendu par une « armure ». Sont assemblés dans une tapisserie des fils verticaux appelés « fils de chaîne » (car ils sont fixés à leur extrémité) qui partent de la base du métier et sont tendus vers le haut et des fils horizontaux appelés « fils de trame ». La trame va cheminer au-dessus ou en dessous des fils de chaîne de sorte que, contrairement à une broderie, l'image et le tissu prennent forme ensemble⁷⁷.

La ville apparaît à cet égard comme une tapisserie formée par trois éléments. D'abord le milieu naturel de la ville, organique et inorganique (par exemple les quatre contraintes naturelles qui délimitent Barcelone : deux fleuves, une montagne, la Méditerranée) : ce sont les fils de chaîne (qui forment « l'ossature » de la tapisserie urbaine). Puis la trame des liens vitaux qui s'entrecroisent avec la trame des liens sociaux (les fils de trame sont plus libres et doivent pouvoir être changés dès qu'un changement de couleur le nécessite). Ensemble fils de chaîne et fils de trame forment « l'armure » de la tapisserie urbaine, qui abrite et protège le bien-être humain.

Je propose donc de définir la ville comme une *tapisserie de liens sociaux et vitaux dont le tissage soutient le bien-être de ses membres*.

Comme dans une tapisserie, la ville compte une densité considérable de fils, d'innombrables liens entremêlés sur une surface très réduite. Comme dans une tapisserie, les liens sociaux et vitaux se renforcent les uns les autres.

Cette métaphore de la tapisserie fait écho aux travaux d'au moins trois penseurs urbains déjà rencontrés dans cet article. Dès les premières pages de son droit à la ville, Lefebvre définit la ville comme une œuvre (non-marchande) et le droit à la ville comme le droit d'œuvrer. Pour Georg Simmel, ce sont les « fils tressés », « délicats, invisibles qui se tissent entre les hommes » qui forment la trame de la société urbaine dans laquelle se déploie l'« existence sociale ». Enfin, Antoine Bailly⁷⁸ a développé une vision holistique de la géographie qui fait la part belle aux attachements et aux aspirations et définit sa « géographie du bien-être » comme l'« ensemble des relations que les hommes tissent entre eux et avec leur territoire ».

Tentons à présent de faire converger nos deux définitions du bien-être et de la ville et d'incarner la ville du bien-être ainsi composée.

3. La ville du bien-être : voies et carrefours

A ce point de la réflexion, on peut avancer que *la ville du bien-être est une tapisserie de liens sociaux et vitaux qui soutient la satisfaction des besoins de ses membres, laquelle est favorisée par la santé et la coopération*. Cette ville du bien-être se décline donc en deux facettes : la ville coopérative et la ville en pleine santé. Il s'agit à présent de montrer comment la ville du bien-être ainsi déclinée permet concrètement de répondre aux besoins humains.

⁷⁷ La plus célèbre des tapisseries, celle de Bayeux, est pour cette raison, en réalité, une broderie.

⁷⁸ Bailly, A. 1981. La Géographie du bien-être, Paris : PUF.

La ville coopérative

Commençons par définir ce qu'est la coopération et en quoi elle se distingue de la simple collaboration omniprésente dans les visions urbaines utilitaristes passées en revue dans la première partie de cet article. La coopération peut être définie comme une cristallisation des liens sociaux qui rend possible un partage de l'intelligence collective en vue de satisfaire nos besoins et de réaliser nos désirs. Les disciplines de l'évolution s'accordent pour faire de la coopération la capacité spécifique de notre espèce dans le monde vivant : les humains sont, plus que les autres, des animaux coopératifs⁷⁹.

On peut identifier trois sphères de coopération distribuant trois types de liens entre humains : intimes, sociaux et vitaux⁸⁰. La déclinaison opérationnelle de ces trois sphères est décrite à la Figure 1 par un autre triptyque : relations sociales, justice sociale et démocratie.

L'intérêt de distinguer coopération et collaboration pour le propos de cet article est de comprendre que la ville n'est pas seulement collaborative, instrumentalisant les relations sociales qui la fondent et sont sa raison d'être à des fins productives ou marchandes : la ville coopérative fait des relations sociales une fin et pas un moyen, elle s'inscrit donc pleinement dans la perspective kantienne de la ville du bien-être (cf. supra). La ville coopérative est par essence post-croissance : elle n'est pas une « machine pour la croissance » (« growth machine »⁸¹) réduite à des espaces commerciaux dédiés à la consommation et au profit, elle vit d'espaces publics dédiés aux liens sociaux et vitaux.

Cette ville coopérative est une chance face aux chocs écologiques dont l'occurrence est certaine, mais la forme en partie indéterminée : choc pandémique, canicule, inondation, pénurie alimentaire, crue centennale, tempête, etc., qui sait quel choc écologique majeur frappera la ville de Paris dans les trois prochaines années ? Mais face à tous ces chocs, la coopération sera à coup sûr une protection efficace.

La ville coopérative permet en effet d'abord de garantir et de développer les relations sociales et ces relations sociales permettent à leur tour l'accès au bien-être. La ville coopérative est d'autant plus nécessaire que les espaces urbains contemporains sont de moins en moins hospitaliers aux liens sociaux et vitaux : ceux-ci y sont attaqués et corrodés par les industries de l'isolement social, la privatisation des espaces publics et la croissance urbaine.

Dans les villes du début du 21^{ème} siècle, les espaces-marchandises tendent à prendre le pas sur les espaces publics (c'est typiquement ce que l'on observe dans les gares parisiennes, par exemple la Gare Saint-Lazare récemment transformée en centre commercial). L'isolement social, favorisé par des industries numériques qui le rentabilise via leurs plateformes, est ainsi aggravé par l'urbanisme et devient un problème de santé publique de plus en plus aigu⁸². Dans le

⁷⁹ Sur tous ces points, voir Laurent, 2024, op. cit.

⁸⁰ La sphère des « liens intimes » inclut les liens romantiques, les liens amicaux et les attaches familiales (la famille faisant office de frontière poreuse avec la deuxième sphère) ; La sphère des « liens sociaux » inclut l'école, le travail, l'économie politique (c'est-à-dire le gouvernement du système économique par le politique), laquelle fait frontière avec la troisième sphère ; La sphère des « liens vitaux » inclut les animaux, les plantes, les territoires et finalement la biosphère tout entière qui contient l'humanité (E. Laurent, Coopérer et se faire confiance, 2024).

⁸¹ Molotch, Harvey. "The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place." *American Journal of Sociology*, vol. 82, no. 2, 1976, pp. 309–32.

⁸² Pour des références sur le sujet, voir E. Laurent, Coopérer et se faire confiance, op. cit.

même temps, la ville étend son emprise sur les écosystèmes (en accentuant l’artificialisation des sols et la destruction des trames et continuités écologiques). La ville se coupe donc de ses liens naturels en même temps qu’elle se vide de sa substance sociale.

Heureusement, cette tendance n’est pas inexorable et de nombreuses expériences actuelles permettent de lutter contre ces dynamiques et de réinventer les espaces urbains dans l’esprit de la ville coopérative, en commençant par les « infrastructures sociales ».

L’espace social joue un rôle déterminant dans les phénomènes d’isolement⁸³ ou au contraire de bien-être urbain⁸⁴. Le sociologue Eric Klinenberg⁸⁵ définit les « infrastructures sociales » comme « des lieux qui façonnent notre capacité à interagir avec les autres, qui favorisent les relations de face à face, qui soutiennent les liens sociaux et qui sont, à ce titre, des lieux essentiels à la vie publique et civique ». De toutes ces infrastructures sociales (qui se distinguent des infrastructures physiques telles que les ponts, les routes ou les réseaux d’eau ou d’énergie), Klinenberg distingue particulièrement les bibliothèques. Et de fait, dans un certain nombre de villes européennes, des bibliothèques d’un type nouveau voient le jour (encadré).

⁸³ Solitudes: (Re)liés par les lieux - Une approche territoriale et spatiale des solitudes, Fondation de France, 2023.

⁸⁴ Sibertin-Blanc, M. et Barthe, L. (2023). Culture et jeunesse dans une petite ville : Les leviers du bien-vivre territorial à Foix (Ariège) Autrement. <https://doi.org/10.3917/autre.siber.2023.01>.

⁸⁵ Eric Klinenberg, Palaces for the People : How Social Infrastructure Can Help Fight Inequality, Polarization, and the Decline of Civic Life, New York, Crown, 2018.

Des bibliothèques publiques comme creusets démocratiques

Les bibliothèques publiques sont bien plus que des lieux où l'on trouve des livres. Selon [Piers Torday](#), dans une bibliothèque publique, « vous n'avez pas à payer pour entrer. Vous n'avez rien à acheter. Vous n'êtes même pas obligé de lire, si vous n'en avez pas envie. On peut y aller juste pour réfléchir ou pour être tranquille. On peut y étudier et y travailler. Pour certains, une bibliothèque peut sembler plus sûre que leur domicile, leur école ou leur lieu de travail ». On compte quelque 65 000 bibliothèques publiques en Europe et elles sont engagées dans une multitude d'activités en tant qu'[espaces démocratiques](#) satisfaisant des dimensions essentielles du bien-être humain.

La nouvelle [bibliothèque De Krook](#) de Gand, en Belgique, a été inaugurée en 2017 dans un [bâtiment futuriste](#) et constitue un exemple de bibliothèque publique européenne du 21^{ème} siècle. Selon [Square.Gent](#), elle a été conçue dès le départ comme un espace public pluriel, accueillant la bibliothèque de la ville (De Krook Bibliotheek), mais aussi certains départements de l'Université de Gand, des organisations telles que les studios de radio Urgent.fm, et [imec](#), un pôle d'innovation pour la nanoélectronique et la technologie numérique. Ce mélange d'occupants et d'activités crée un espace unique au centre de Gand où la connaissance, l'information, l'innovation, la technologie, les chercheurs et le public peuvent se rencontrer.

Près de l'entrée principale de De Krook, une sculpture, « De Passanten » de Michael Borremans, représente visuellement cette idée de rencontre et de mélange : elle représente quatre personnes mettant leur tête en contact, symbolisant l'hybridation des connaissances et des cultures que les visiteurs de De Krook expérimenteront en utilisant ses nombreuses ressources, ses services et ses activités publiques. Les quais et leur environnement ont été convertis en zone verte, immergeant cette [hybridation](#) dans des éléments naturels, à commencer par l'Escaut (le bâtiment se trouve sur un coude ou « krook » de l'Escaut). Le chauffage et le refroidissement du complexe sont générés par un champ de stockage d'énergie géothermique.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/public-libraries-as-democratic-places/>

La ville réinventée par les liens sociaux

Dans le même esprit coopératif, une initiative démocratique d'un genre nouveau a vu le jour à Lyon en 2023 : « la boussole du bien-être »⁸⁶ avec trois objectifs :

- Comprendre ce qui compte vraiment pour les Lyonnaises et les Lyonnais ;
- Faire du bien-être une finalité des politiques publiques municipales ;
- Orienter le budget municipal en faveur de plus de bien-être des habitants.

L'originalité de cette démarche par rapport à celles qui ont déjà été organisées en France consiste à partir des besoins exprimés par la population pour les refléter dans les orientations budgétaires, en suivant le fil de la coopération.

9 ateliers d'arrondissement ont d'abord été organisés rassemblant 160 participants et participantes dont a été issu un groupe de travail chargé de définir et d'ordonner les éléments constitutifs de la boussole du bien-être. Celle-ci comporte 12 dimensions, pointant vers ce qui compte pour les habitantes et les habitants.

La boussole du bien-être illustre très bien de quelle manière la ville coopérative peut se mettre au service de la ville du bien-être au quotidien : c'est par l'intelligence collective, par la volonté commune de mieux connaître les besoins et les attentes que les liens sociaux et les liens vitaux peuvent se nouer et se renforcer ; la coopération nourrit le bien-être et notamment, dans l'orientation en 2025 et 2026 de la boussole, la santé et le soin.

À Bruxelles, un collectif de chercheurs réunis dans le projet Cogito⁸⁷ a poussé encore plus loin dans l'avenir cette logique coopérative en concevant avec les habitants et les habitantes des scénarios participatifs de transition juste.

La ville coopérative est aussi le lieu où l'on lutte activement contre l'isolement social, comme au sein du réseau « Breaking Isolation » (encadré).

⁸⁶ Voir le site web de cette initiative <https://bien-etre.lyon.fr/>

⁸⁷ Les rapports de recherche et les cartes originales illustrant les scénarios sont accessibles en ligne <https://www.cogito.brussels/copy-of-reports-and-publications>



Des réseaux locaux d'entraide pour rompre l'isolement social

En 2022, le JRC de la Commission européenne a publié une enquête inaugurale sur la solitude dans l'Union européenne, auprès d'environ 30 000 personnes dans 27 pays européens. [Cette enquête](#), révèle qu'en moyenne, 13 % des personnes interrogées déclarent s'être senties seules la plupart du temps ou tout le temps au cours des quatre dernières semaines, tandis que 35 % d'entre elles déclarent s'être senties seules au moins de temps en temps. [Un ouvrage récent](#) issu de cette étude met en lumière les personnes les plus touchées par la solitude, identifie les expériences et les comportements qui y contribuent, aborde la question de la stigmatisation de la solitude, discute de son impact sociétal et détaille les interventions visant à combattre l'isolement social.

Le [réseau « Breaking Isolation »](#) comprend 10 villes européennes (Isernia – Italie, Serres – Grèce, Fót – Hongrie, Pombal – Portugal, Roman – Roumanie, Jumilla – Espagne, Škofja Loka – Slovénie, Tønder – Danemark, Bijelo Polje – Monténégro) et vise à répondre au problème croissant de l'isolement social. Le projet vise à renforcer les liens sociaux entre les générations et à promouvoir la diversité en mettant l'accent sur la participation des citoyens.

Le projet définit l'isolement social comme « une situation dans laquelle une personne se trouve, du fait de relations durablement insuffisantes en quantité ou en qualité, dans une situation de souffrance et de danger » et documente les meilleures pratiques pour l'atténuer. Par exemple, la municipalité d'Isernia a mis en place plusieurs pratiques intéressantes qui contribuent directement ou indirectement à lutter contre l'isolement social. En particulier, elle couvre assez bien un large éventail de profils de personnes exposées au risque d'isolement, des personnes âgées aux personnes handicapées, en passant par les migrants, etc. Il en va de même pour la municipalité de Pombal, qui propose des dizaines de pratiques et de cas intéressants concernant toute une série de personnes exposées au risque d'isolement social (des personnes handicapées mentales aux mères adolescentes, en passant par les personnes âgées et les victimes de violence domestique, etc.)

Parallèlement à l'étude, [une centaine de témoignages sur l'isolement social ont été recueillis dans les dix villes partenaires](#). Ces témoignages, compilés dans une publication dédiée, offrent un portrait puissant et profondément humain de l'isolement social à travers l'Europe. Enfants, adolescents, adultes et personnes âgées : les récits révèlent que l'isolement peut toucher n'importe qui et qu'il prend souvent des formes invisibles. Cette collection vise à rendre visible l'invisible, à éclairer la réflexion politique et à placer l'expérience humaine au centre de l'action.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/local-networks-to-break-social-isolation/>

La sécurité est un thème omniprésent dans le débat public et il se retrouve donc naturellement dans le débat urbain, en particulier à l'approche de scrutins électoraux. Mais il est systématiquement compris et présenté de manière réductrice comme l'insécurité qui résulterait de la crainte de violences interpersonnelles. Or l'insécurité résulte bien plus d'un sentiment d'abandon que d'invasion : c'est la crainte d'être exclu des nécessités de la vie et des relations sociales qui nourrit l'état d'insécurité, les violences interpersonnelles ne jouant qu'un rôle marginal dans les risques de maladie et de mort, en France comme ailleurs⁸⁸.

Réciproquement, la sécurité résulte dans une ville de la sociabilité : c'est l'idée de « ville de la confiance » promue par Jane Jacobs (« la confiance de la ville se forme dans la durée par une multitude de petits contacts sur les trottoirs » qui forment un « réseau de respect mutuel et de confiance » qui est « une ressource en cas de besoin individuel ou collectif »)⁸⁹. Le regard collectif sur un trottoir animé sécurise bien davantage que l'œil anonyme de la caméra de surveillance.

Qui plus est, les villes deviennent des refuges pour les libertés civiles et les droits politiques (Figure 1) alors que ceux-ci sont attaqués par des pouvoirs nationaux autoritaires, comme le montre l'exemple des Etats-Unis. Les villes sont des havres de sociabilité.

Plus précisément encore, la ville coopérative peut donner accès à la satisfaction des besoins humains essentiels qui sécurisent les existences : se loger, se nourrir, se déplacer (voir encadrés).

⁸⁸ Sur ces points et pour une tentative de caractérisation de l'insécurité sociale-écologique en Europe, voir E. Laurent, *Securing European democracies from within: two social-ecological pathways* - JRC Working Paper Series For a Fair, Innovative and Sustainable Economy, 7/2025, European Commission, Seville, 2025, JRC142618.

⁸⁹ J. Jacobs, op. cit.



Lutter contre la précarité résidentielle et l'isolement social par le lien intergénérationnel

Le programme de logement intergénérationnel d'Alicante associe des logements abordables à des services de santé et de proximité pour lutter conjointement contre la précarité des jeunes et l'isolement des personnes âgées. La résidence pionnière Plaza de América, qui compte 72 unités, a introduit ce modèle dans le cadre d'une gestion sociale rigoureuse. Malgré son échelle limitée et ses coûts importants, les évaluations soulignent la solidarité, l'autonomie et la régénération urbaine, inspirant de nouveaux projets.

Le programme a vu le jour au début des années 2000 à l'intersection de deux dynamiques : le vieillissement rapide de la population et l'augmentation des obstacles à l'accès au logement pour les jeunes en Espagne. En réponse, le Patronato Municipal de la Vivienda d'Alicante [a lancé en 2003](#) un modèle de logement intergénérationnel combinant logement social, services et participation citoyenne.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/tackling-precarity-and-social-isolation-by-bridging-generations/>



Des systèmes alimentaires alternatifs sous forme de laboratoires vivants

Le [projet FUSILLI](#) (Fostering the Urban food System Transformation through Innovative Living Labs Implementation) rassemble 12 villes européennes (Athènes, Castelo Branco, Differdange, Kharkiv, Kolding, Nilufer, Oslo, Rijeka, Rome, San Sebastian, Tampere, Turin) au sein d'une communauté de partage des connaissances et d'apprentissage afin de relever ensemble les défis de la transformation du système alimentaire. L'ambition principale de ces 12 villes est de surmonter les obstacles au développement et à la mise en œuvre de politiques alimentaires intégrées et systémiques qui soutiennent la transition vers des systèmes alimentaires durables dans les zones urbaines, périurbaines et rurales proches.

Dans le cadre de FUSILLI, les villes sont habilitées à mettre en œuvre des politiques et des actions innovantes et personnalisées, en plaçant les citoyens au cœur du processus. Chaque ville développe ainsi un laboratoire vivant en tant qu'écosystème d'innovation ouvert, dans le but de mettre en œuvre différentes actions innovantes à tous les stades de la chaîne alimentaire, y

compris la production et la transformation, la distribution et la logistique, la consommation, la perte et le gaspillage de nourriture, ainsi que la gouvernance.

Les laboratoires vivants reposent sur l'idée que les grandes questions sociétales de notre époque ne peuvent trouver de réponse que si différents secteurs travaillent ensemble : la science, la politique, l'industrie et la société. Les laboratoires vivants sont des lieux d'expérimentation où des hypothèses peuvent être testées. Les laboratoires vivants sont centrés sur l'utilisateur. Dans le cadre de FUSILLI, la plupart des partenaires impliqués travaillent sur différents aspects du système alimentaire afin de parvenir à une transition véritablement systémique. Ainsi, un Living Lab peut avoir plusieurs petits sites de démonstration dans différents lieux ou sur différents aspects de la chaîne alimentaire : production et transformation, distribution, consommation, gestion des déchets et gouvernance.

[Une étude récente](#) a examiné la situation des déserts alimentaires et des initiatives alimentaires alternatives dans les laboratoires vivants (Living Labs) de 11 villes européennes (les 12 susmentionnées moins Oslo) avant et après la mise en œuvre d'actions innovantes axées sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes. Dans l'ensemble des Living labs étudiés, l'introduction d'initiatives alimentaires alternatives (IAA) a eu un impact positif à la fois sur l'étendue des zones accessibles et sur la réduction des déserts alimentaires. Les IAA, telles que la création d'espaces de production et de consommation alternatifs (APS et ACS), se sont avérées particulièrement efficaces pour élargir l'accès à l'alimentation, surtout dans les villes où ces espaces ont été stratégiquement mis en place. L'analyse montre qu'au fur et à mesure que les zones accessibles au sein des Living labs augmentaient, le nombre total de zones de déserts alimentaires diminuait, ce qui souligne le rôle central des IAA dans le renforcement de l'accessibilité alimentaire locale. À la fin de la période d'étude, 9 villes sur 11 avaient enregistré une réduction des déserts alimentaires, leur part moyenne passant de 10,1 % à 7,4 % de la zone frontalière LL à la suite de la mise en œuvre des IFA.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventnacd.eu/tools/creating-alternative-food-systems-as-living-labs/>



Démocratiser et partager l'énergie pour une transition juste

Comme l'explique une [étude récente](#), les communautés énergétiques locales (CEL) émergent dans les États membres européens au niveau municipal sous ces diverses formes, « comprenant des parties prenantes allant des ménages aux autorités locales ». [Un inventaire européen des actions énergétiques menées par les citoyens](#) montre qu'au moins 2 millions de personnes ont « investi leur temps, leur créativité et leur argent » dans l'installation d'environ 10 GW de capacité renouvelable pour un total de 10 000 initiatives et 16 000 unités de production dans 29 pays.

[Selon un rapport récent](#), Naples, en Italie, est un exemple significatif de ce mouvement émergent. Les communautés énergétiques ne se contentent pas d'augmenter les sources d'énergie renouvelable : elles contribuent à promouvoir le développement local, à accroître la résilience du réseau et à atténuer la pauvreté énergétique. Les communautés énergétiques, également appelées projets énergétiques publics, peuvent être des outils essentiels pour impliquer directement les citoyens dans des projets d'énergie renouvelable et promouvoir la justice énergétique. À Naples, une communauté de l'énergie, un système de toiture solaire photovoltaïque (PV) de 166 panneaux dans le quartier à faibles revenus de San Giovanni, construit grâce à des subventions, fournit de l'électricité à 20 familles pour 25 % du coût de l'énergie fournie par le service public depuis 2021. La baisse des coûts de l'énergie, une meilleure connaissance des énergies renouvelables et d'autres avantages liés à la participation directe à la production d'énergie contribuent à une meilleure acceptation des projets d'énergie propre par la communauté.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventnecd.eu/tools/democratizing-and-sharing-energy-for-a-just-transition/>

Les êtres humains étant des êtres sociaux, il leur faut nouer des relations sociales avec le monde vivant pour intégrer celui-ci à leur expérience de vie et ainsi cesser de le détruire (je nomme ces relations sociales avec le vivant des « liens vitaux »). D'abord en réalisant que les liens vitaux rendent possibles les liens sociaux et leur perpétuation : les liens vitaux engendrent les liens sociaux et les protègent. Ensuite en adoptant pratiquement dans les politiques urbaines une approche relationnelle du monde non-humain.

L'IPBES reconnaît en effet trois formes de rapport aux espèces non-humaines⁹⁰ :

- Une approche intrinsèque, indépendante de toute expérience et évaluation humaines qui renvoie à la valeur inhérente de la nature et de ses composantes, laquelle n'est ni attribuée ni générée par des agents extérieurs (tels que les êtres humains) ;
- Une approche instrumentale, qui se rapporte souvent aux contributions de la nature à l'humanité et désignent la valeur attribuée à quelque chose comme moyen d'atteindre une fin particulière ;
- Enfin une approche relationnelle, reflétant des relations symboliques et sociales avec des entités naturelles dans la mesure où ces relations sont ancrées dans l'identité et le quotidien des individus. Elles révèlent des éléments d'identité culturelle, de cohésion sociale, de responsabilité sociale et de responsabilité morale envers la nature.

Résolument ancrée dans cette dernière perspective relationnelle, la ville coopérative fait accueil aux espèces alliées qui vont permettre de garantir les liens sociaux et de les préserver des chocs écologiques, à commencer par les arbres. Pour nouer des relations non pas seulement morales mais sociales avec les arbres, il faut les intégrer à nos relations sociales, en construisant par exemple des voies d'accès aux autres humains par les arbres, comme des corridors de fraîcheur qui permettront de circuler en période de canicule (et s'inscrivent dans des stratégies globales de rafraîchissement des villes, voir encadré). Ce qui nous amène à la frontière poreuse entre ville coopérative et ville en pleine santé.

⁹⁰ Source: IPBES <https://www.ipbes.net/fr/node/15967>



Des villes plus protectrices contre les vagues de chaleur

[Selon Energy Cities](#), une communauté d'apprentissage européenne pour les villes à l'épreuve du climat, lors de la dernière vague de chaleur, qui a touché une grande partie du continent de fin juin à début juillet, les températures ont dépassé les 40 °C dans des pays comme l'Espagne et l'Italie, déclenchant des incendies de forêt et mettant à rude épreuve les systèmes de santé publique. [Une analyse scientifique rapide estime qu'environ 2 300 personnes sont décédées de causes liées à la chaleur](#) dans 12 villes européennes au cours de cette période, et qu'environ 1 500 de ces décès sont directement liés au changement climatique induit par l'homme.

Le Pacte des maires estime que les vagues de chaleur, premier tueur climatique silencieux en Europe, sont responsables de 95 % des décès liés au climat ou aux conditions météorologiques au cours des 40 dernières années ([Agence européenne pour l'environnement](#)). [Selon une étude du CCR](#), la menace des vagues de chaleur est encore plus aiguë dans les zones urbanisées en raison de l'effet d'îlot de chaleur, où les infrastructures, les populations denses et l'activité humaine peuvent augmenter les températures des villes de 10 à 15 degrés par rapport aux zones rurales avoisinantes. Le nombre de décès liés à la chaleur devant augmenter avec la hausse des températures, les villes ont la responsabilité urgente de protéger leurs habitants et de créer un environnement sain et sûr pour tous. Parmi les villes pionnières dans l'adaptation aux vagues de chaleur, [Stuttgart avec son plan de protection contre la chaleur](#),

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/sharing-best-urban-planning-practices-to-face-heatwaves/>

La ville en pleine santé

Dans sa charte de 1946, l'Organisation mondiale de la santé définit celle-ci comme « un état de complet bien-être physique, mental et social [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». 80 ans après, on peut vouloir actualiser cette définition à la lumière des avancées considérables accomplies depuis lors dans la compréhension des déterminants de la santé humaine.

La « pleine santé » se définit ainsi comme « un état continu de bien-être : physique et psychologique, individuel et social, humain et écologique ». L'important dans cette définition est de souligner le caractère holistique de l'approche sanitaire, la continuité de la santé humaine, qui lie la santé mentale à la santé physiologique, la santé individuelle à la santé collective et la santé de l'humanité à la santé planétaire. La pleine santé est donc une santé d'interfaces, de synergies, de solidarités⁹¹. C'est une santé partagée et une santé commune. La pleine santé intègre donc les trois dimensions indiquées à la Figure 1 : la santé individuelle, la santé collective et la santé écologique.

A travers cette définition, on reconnaît que les choix individuels pèsent peu sur l'état de santé des personnes, conformément aux résultats des études empiriques qui ont établi l'importance respective des « déterminants de santé » : le patrimoine génétique compte pour environ 5%, les comportements individuels comptent pour environ 10%, le système de soins compte pour environ 15%, les facteurs environnementaux comptent pour environ 25% et les facteurs socio-économiques comptent pour environ 45%⁹². Cette importance des facteurs environnementaux au sens large est reconnue par la Déclaration d'Alma Ata (1978) qui fait de « l'accession au niveau de santé le plus élevé possible » ... « un objectif social extrêmement important qui intéresse le monde entier et suppose la participation de nombreux secteurs socioéconomiques autres que celui de la santé. »

D'où l'importance de la ville pour la santé humaine et réciproquement. Pour autant, il ne s'agit pas de mettre la ville au service de la santé humaine dans une perspective instrumentale mais de reconnaître que la pleine santé est une manière de comprendre et d'appréhender la ville du bien-être. Tentons de comprendre comment, concrètement, la ville peut favoriser ou au contraire pénaliser la santé humaine.

De manière générique, une ville assure deux fonctions : d'une part, elle concentre, d'autre part elle fait circuler. C'est pourquoi les villes de la première révolution industrielle dont l'emblématique Manchester étaient pathogénétiques : elle concentrait les vecteurs humains des maladies et les faisaient circuler via les infrastructures⁹³ (notamment les points d'eau infectés,

⁹¹ Laurent, É. (2024). La pleine santé comme boussole et bouclier. *Environnement, Risques & Santé*, 23(4), 185-189. <https://doi.org/10.1684/ers.2024.1816>.

⁹² D'autres estimations existent dans la littérature. Source : CNFPT « Agir localement en santé-environnement » (2025), l'approche par les déterminants de santé remonte aux intuitions d'Hippocrate et dans la période contemporaine au rapport du Ministre de la santé et du bien-être social canadien Marc Lalonde (1974). <https://www.cnfpt.fr/doc/5e585949-a9de-4c8a-a480-830789167ac9>

⁹³ Malthus l'avait bien compris, qui écrit avec son cynisme consommé : "To act consistently, therefore, we should facilitate, instead of foolishly and vainly endeavouring to impede, the operation of nature in producing this mortality....Instead of recommending cleanliness to the poor, we should encourage contrary habits. In our towns we should make the streets narrower, crowd more people into the houses, and court the return of the plague."

qui permirent à John Snow de jeter les bases de la santé publique urbaine dans les années 1850⁹⁴).

La ville de la salutogénèse qu'est la ville en pleine santé procède de la logique inverse : les infrastructures y induisent la santé et pas la maladie. On peut, pour clore le plus concrètement possible notre réflexion, identifier les politiques de la ville en pleine santé les plus prometteuses, dont les rues scolaires, susceptibles de refaire des villes des lieux hospitaliers pour les enfants (encadrés).



Les villes-santé françaises : un réseau d'apprentissage mutuel en plein essor

Dans un ouvrage qui a fait date, [Urban Sprawl and Public Health](#), des chercheurs ont montré il y a dix ans comment les décisions de politique publique en matière d'urbanisation (utilisation des sols, transports, conception des communautés, etc.) peuvent avoir des effets négatifs sur la santé humaine, l'engagement civique et la qualité de vie, car la conception des bâtiments et des communautés inhibe l'activité physique et les interactions sociales et favorise les modes de vie sédentaires ainsi que la pollution ou la dégradation de l'environnement. À l'inverse, l'[approche des villes-santé](#) reconnaît les déterminants urbains positifs de la santé et la nécessité de travailler en collaboration avec les organisations des secteurs public, privé, bénévole et communautaire pour améliorer le bien-être. Le mouvement des villes-santé s'est développé dans toutes les autres régions de l'OMS, créant une dynamique mondiale en faveur des villes-santé.

Le réseau international, qui favorise l'échange de bonnes pratiques fondées sur des [recherches approfondies et des travaux de terrain menés au cours des quarante dernières années](#), aide les villes à élaborer un « [plan de développement sanitaire de la ville](#) », un document stratégique qui brosse un tableau complet des efforts concrets et systématiques déployés par une ville en faveur du développement sanitaire. Un plan de développement sanitaire urbain met davantage l'accent sur les déterminants sociaux, environnementaux et économiques de la santé.

Le réseau français a récemment publié des [outils accessibles](#) en vue du scrutin municipal de mars 2026.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/focus/focus-on-france/>

⁹⁴ Tulchinsky TH. John Snow, Cholera, the Broad Street Pump; Waterborne Diseases Then and Now. Case Studies in Public Health. 2018:77–99.



Des villes hospitalières aux piétons

[Selon The Urbanist](#), [des recherches récentes](#) confirment l'association entre la marchabilité et la santé, diverses méthodologies étant utilisées pour mesurer la marchabilité, notamment le [Walkscore](#). Dans l'étude susmentionnée, les chercheurs ont sélectionné 54 villes pour les étudier en détail et ont constaté que les villes les plus accessibles étaient des villes européennes de taille moyenne telles que Zurich, Milan, Copenhague et Dublin – toutes disposant de services essentiels accessibles en moins de 15 minutes par plus de 95 % des résidents. En bas du classement, on trouve des villes nord-américaines tentaculaires très dépendantes de la voiture, comme San Antonio, Dallas, Atlanta et Détroit. Sur les 50 villes les plus agréables à parcourir au monde, 45 sont situées en Europe.

La « marchabilité » (qui détermine la qualité d'une ville marchable) n'a pas encore de définition universelle, mais elle peut être appréhendée par un certain nombre de facteurs clés ou des qualités fondamentales [selon l'Institut Paris Region](#).

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/designing-and-sustaining-walkable-cities/>



Des rues aux écoles pour des villes aux enfants

Les rues scolaires peuvent être définies comme des « [zones interdites aux voitures à l'extérieur des écoles \[où\] les routes sont fermées aux véhicules \(ou ont un accès très limité\) – normalement juste pour une courte période au début et à la fin de la journée scolaire](#) ».

En règle générale, les rues des écoles limitent l'accès aux véhicules à moteur pendant de courtes périodes (15 à 30 minutes) aux heures de dépose et de reprise des élèves. Pendant ces périodes, seuls les modes de déplacement actifs – marche, trottinette et vélo – sont autorisés. Des exceptions sont autorisées dans certains cas pour les résidents et les entreprises situés dans la zone désignée de la rue de l'école.

Les fermetures de routes peuvent être imposées à l'aide de barrières amovibles, surveillées par des caméras CCTV ou supervisées par la police et/ou d'autres personnels, rémunérés ou

bénévoles. Des panneaux de signalisation ou des panneaux d'information spécifiques peuvent fournir des détails sur les heures de fermeture. La mise en place de rues scolaires est parfois complétée par la désignation de points de chute spécifiques pour les parents qui doivent amener leurs enfants à l'école en voiture, ce qui permet aux enfants de parcourir à pied la dernière partie de leur trajet jusqu'à l'école, seuls ou en compagnie d'un parent ou d'un enseignant. En outre, un espace réservé aux bus scolaires et aux transports publics est souvent prévu à proximité de la rue de l'école. [Un rapport de la FIA](#) détaille leurs nombreux bénéfices.

Expérimentées dans le cadre de la lutte contre la pollution, de l'amélioration de la qualité de l'air et de la végétalisation de la ville, les « rues de l'école » se multiplient également à Paris. Ces rues piétonnes visent à sécuriser le trajet des enfants vers l'école et à leur offrir des espaces de jeux plus vastes. Les « rues des écoles » consistent en la piétonisation des rues autour des écoles maternelles et primaires. Elles visent à sécuriser le trajet domicile-école pour les enfants, mais aussi à lutter contre la pollution. Des barrières amovibles sont installées dans la mesure du possible. Elles permettent le passage des véhicules d'urgence et des services (ramassage des ordures ménagères, etc.) mais interdisent le passage des véhicules motorisés.

Lorsque l'accès à des parkings proches ou des besoins de livraison importants ne permettent pas de fermer la route, les routes sont piétonnisées sans installation de barrières. Dans ce cas, seuls certains véhicules peuvent circuler à la vitesse du pas : accès aux parkings situés sur la route, livraisons pour les entreprises situées sur la route, etc. Les piétons sont prioritaires sur l'ensemble de la chaussée. A la rentrée scolaire de septembre 2025, il y avait [300 rues apaisées](#), couvrant la moitié des écoles maternelles et élémentaires dont 100 rues aménagées et plantées.

Pour en savoir davantage : <https://toolbox.preventncd.eu/tools/creating-car-free-zones-near-schools-for-safer-and-healthier-cities/>

Conclusion

L'Union européenne s'interroge actuellement à tort sur son déclin et à raison sur son identité. La ville du bien-être peut constituer une réponse à ces deux questionnements. A la lumière du renouveau urbain visible dans quantité de villes européennes et dont cet article a livré un rapide aperçu sous l'angle d'un cadre analytique précis, le déclin européen apparaît davantage comme un agenda idéologique que comme un récit convaincant.

Mais la ville du bien-être offre surtout un véritable projet social appuyé sur des valeurs qui ont façonné l'identité européenne⁹⁵ et qui sont, à n'en pas douter, en péril dans le monde contemporain, à commencer par les libertés civiles, les droits politiques et la justice sociale, mais aussi la santé collective et l'ambition écologique, en somme le bien-être compris dans les limites planétaires.

⁹⁵ Laurent, É. (2018). Pour une Europe du bien-être. Revue de l'OFCE, 158(4), 403-417.
<https://doi.org/10.3917/reof.158.0403>.



SciencesPo

ABOUT OFCE

The Paris-based Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), or French Economic Observatory is an independent and publicly-funded centre whose activities focus on economic research, forecasting and the evaluation of public policy.

Its 1981 founding charter established it as part of the French Fondation nationale des sciences politiques (Sciences Po) and gave it the mission is to “ensure that the fruits of scientific rigour and academic independence serve the public debate about the economy”. The OFCE fulfils this mission by conducting theoretical and empirical studies, taking part in international scientific networks, and assuring a regular presence in the media through close cooperation with the French and European public authorities. The work of the OFCE covers most fields of economic analysis, from macroeconomics, growth, social welfare programmes, taxation and employment policy to sustainable development, competition, innovation and regulatory affairs.

ABOUT SCIENCES PO

Sciences Po is an institution of higher education and research in the humanities and social sciences. Its work in law, economics, history, political science and sociology is pursued through [ten research units](#) and several crosscutting programmes.

Its research community includes over [two hundred twenty members](#) and [three hundred fifty PhD candidates](#). Recognized internationally, their work covers [a wide range of topics](#) including education, democracies, urban development, globalization and public health.

One of Sciences Po's key objectives is to make a significant contribution to methodological, epistemological and theoretical advances in the humanities and social sciences. Sciences Po's mission is also to share the results of its research with the international research community, students, and more broadly, society as a whole.

PARTNERSHIP

SciencesPo